



Développer l'excellence > Rapport annuel 2005/2006

iiidd

- 1 Notre mission et notre vision
- 2 Article de fond : Le changement dont je rêve
- 6 Message du Président-directeur general
- 7 Message du Président
- 8 Conseil d'administration de l'IIDD
- 9 L'équipe de l'IIDD
- 10 Article de fond : Pleins feux sur la vache riche
- 12 Article de fond : Un jeune regard sur la gouvernance
- 14 Article de fond : Apprécier et évaluer les éléments nécessaires à la vie
- 15 Mesurer notre propre rendement
- 16 Commerce et investissement
- 19 Les politiques économiques
- 20 Gestion durable des ressources naturelles
- 22 Mesure et évaluation
- 24 Communication des connaissances
- 26 Changements climatiques et énergie
- 28 Services d'information
- 30 Rapport des vérificateurs
- 31 Bilan consolidé
- 32 État consolidé des résultats
- 33 Accords de financement
- 34 Annexe du fonctionnement par secteurs d'activité
- 35 Subventions affectées à des fins particulières
- 36 Philanthropie pour la pensée novatrice

iidd Institut international du développement durable
International Institute for Sustainable Development

Courriel : info@iisd.ca Site web : <http://www.iisd.org>

161, avenue Portage est
6^e étage
Winnipeg (Manitoba)
Canada R3B 0Y4
Tél. : +1 (204) 958-7700
Télé. : +1 (204) 958-7710

250, rue Albert
Pièce 553
Ottawa (Ontario)
Canada K1P 6M1
Tél. : +1 (613) 238-2296
Télé. : +1 (613) 238-8515

La Maison internationale
de l'environnement 2
9, chemin de Balexert
1219 Châtelaine
Genève, Suisse
Tél. : +41 (22) 917-8373
Télé. : +41 (22) 917-8054

212 East 47th Street
#21F
New York, NY
10017 USA
Tél. : +1 (646) 536-7556
Télé. : +1 (646) 219-0955

L'Institut international du développement durable (IIDD) contribue au développement durable en formulant des recommandations sur les politiques concernant le commerce et les investissements internationaux, les politiques économiques, les changements climatiques, la mesure et l'évaluation et la gestion durable des ressources naturelles. Nous nous servons de l'Internet pour faire rapport sur les négociations internationales et partager le savoir que nous avons acquis lors de projets exécutés en collaboration avec des partenaires internationaux; il en résulte une recherche plus rigoureuse, un développement des capacités dans les pays en développement et un meilleur dialogue entre le Nord et le Sud.

NOTRE MISSION ET NOTRE VISION



L'Institut a pour vision un mieux-vivre durable pour tous, et pour mission d'assurer un avenir durable aux sociétés en favorisant l'innovation. L'IIDD est un organisme de bienfaisance enregistré au Canada, et visé par l'alinéa 501 (c) (3) de l'*Internal Revenue Code* des États-Unis. Il bénéficie de subventions de fonctionnement de base du gouvernement du Canada, qui lui sont versées par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et Environnement Canada, ainsi que du gouvernement du Manitoba. Des fonds de projet lui sont également accordés par différents gouvernements, au Canada comme à l'étranger, des organismes des Nations Unies, des fondations et des entreprises privées.



STATISTIQUES SUR LES VISITES DU SITE WEB DE L'IIDD

Entre le 1^{er} avril 2005 et le 31 mars 2006, l'IIDD a constaté un nombre considérable de visites sur son site Web de recherche à l'adresse : www.iisd.org et sur son site Web IISD Linkages au www.iisd.ca. Points saillants :

www.iisd.org

Demandes de pages fructueuses : 23 816 265

Documents téléchargés : 1 572 394 dossiers

www.iisd.ca

Demandes de pages fructueuses : 41 387 019

Documents téléchargés : 2 757 654 dossiers

Listes d'envoi

L'IIDD possède un certain nombre de listes d'envoi par courrier électronique à des abonnés dans le monde entier. Notre base d'abonnés accumulés à ce jour contient 35 140 noms, une augmentation de plus de 5 000 depuis le 31 mars 2006. Visiter <http://www.iisd.org/maillinglists.asp> pour vous renseigner sur nos listes et vous abonner.

LE CHANGEMENT DONT JE RÊVE

L'équipe de l'IIDD partage sa passion

Le facteur humain est le moteur du rendement de l'IIDD, et ce sont leurs convictions profondes quant à la possible correction de la trajectoire du monde qui motivent les membres de l'équipe de l'IIDD. Leur passion collective l'IIDD est le fondement d'un institut si intensément axé sur la réalisation du changement. Les réflexions du personnel et des membres associés reproduites ci-dessous illustrent l'esprit de l'IIDD et son engagement envers la promotion du changement.



Aaron Cosbey,
associé et
conseiller principal

Je veux qu'un plus grand nombre de gens sachent ce qu'il

faut faire pour améliorer le monde. Mon but n'est pas que tous voient le monde à ma façon, **je serais heureux si un plus grand nombre de gens comprenaient les enjeux même s'ils étaient en désaccord avec moi quant aux solutions.** Je veux que mon voisin de table au café sache que le changement de climat va le toucher, lui, mais aussi ses enfants, et que lui, moi, le patron du café, les producteurs de café ainsi que nos fonctionnaires avons tous notre rôle à jouer. C'est le défi ultime de notre travail : aller au-delà de la compréhension des problèmes pour éveiller la conscience des gens. Tant que cela ne sera pas fait, nous ne réalisons que des actions ponctuelles alors que ce dont nous avons besoin c'est d'un ensemble d'actions conjuguées.



Marlene Roy,
recherche et
ressources
d'apprentissage

Le monde regorge
d'énergie créatrice.

Chaque jour, je vois et j'entends parler de gens qui canalisent leur propre énergie et travaillent avec la nature pour améliorer la qualité de la vie. Je suis toujours étonnée par ce que les gens peuvent accomplir. Et pourtant, nombreux sont les lieux dominés par les forces destructrices dont un grand nombre sont utilisées par des gens puissants contre d'autres être humains et contre la nature. Je pense que dans notre monde de plus en plus peuplé et interconnecté, la destruction causée par les humains, particulièrement celle des écosystèmes fragiles, est un luxe que nous ne pouvons plus nous offrir. **J'aimerais pouvoir contempler un monde dans lequel les gens ordinaires jouissent partout de la liberté de puiser dans leur propre énergie créatrice** et de provoquer les changements dont ils rêvent pour améliorer la qualité de la vie.



Darren Swanson,
gestionnaire,
agent de projet

En tant que sociétés,
nous tendons à
gérer ce que nous

pouvons mesurer et nous mesurons ce qui nous importe. Imaginez un futur dans lequel les gouvernements, qu'ils soient locaux ou nationaux, fonctionneraient à partir d'un système d'information fondé sur l'Internet qui surveillerait en permanence l'état de notre bien-être économique, social et environnemental. **Imaginez qu'en appuyant sur une touche vous puissiez consulter les tendances des conditions déterminées collectivement par votre communauté comme importantes pour votre bien-être actuel et futur.** Imaginez que votre gouvernement planifie et gère ses programmes et projets en fonction de la capacité d'améliorer ces conditions. L'expérience des 25 dernières années nous révèle que le progrès vers le développement durable ne peut être prévu à l'avance mais qu'il doit être réalisé au moyen d'un cheminement de l'apprentissage et de l'adaptation*. Pour réaliser ce voyage essentiel, il nous faut disposer de renseignements en temps réel sur la direction que nous prenons et notre vitesse de croisière. Voici le monde que j'imagine et le changement dont je rêve.

*National Academy of Science, 1999. Our common journey: A transition towards sustainability. National Academy Press: Washington, D.C.



Jason Potts,
associé

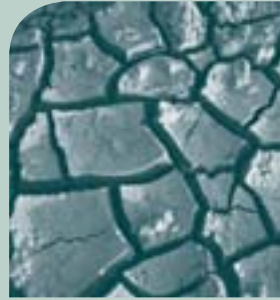
Les forces combinées
de la mondialisation
et de la libéralisation

du commerce ont établi la rationalité économique comme le principe suprême des relations internationales. Lorsque l'institution même qui définit ce que nous sommes adopte et présente la vision de l'être humain comme *homo economicus*, nous risquons de perdre la capacité de penser à ceux qui n'ont pas de « voix » économique, ceux dont les pauvres et l'environnement sont des exemples trop manifestes. **Les efforts pour développer un système commercial durable reposent essentiellement sur l'assertion de la primauté de l'attention et de la compassion envers les autres, c'est à dire, la primauté de ce qui, au fond, fait de nous des humains. C'est le changement dont je rêve.**



Damon Vis-Dunbar,
assistant aux
communications,
Initiative mondiale
sur les subventions

Au cours de l'été 2005, j'ai passé un certain nombre de semaines dans une école primaire à Vancouver alors que je produisais un documentaire radiophonique sur les habitudes démocratiques au Canada. Une classe de cinquième du secteur Est de Vancouver faisait un effort particulier pour maîtriser l'art de la citoyenneté. Le premier jour de ma visite a débuté avec un vif débat sur les coûts environnementaux et les avantages économiques des élevages de poissons en Colombie-Britannique. Certains des enfants s'exprimaient plus que les autres, quelques-uns étaient très éloquents alors que d'autres avaient du mal à formuler des pensées sensées. Cependant, tous s'exprimaient avec passion et écoutaient avec intérêt. **Un changement similaire à la réaction qui avait lieu dans cette classe d'enfants de neuf ans faciliterait grandement l'atteinte des buts plus particuliers avancés par l'IIDD au nom du développement durable. C'est un changement dont nous rêvons lorsque nous communiquons notre travail d'une façon qui suscite une réaction et que nous écoutons ensuite attentivement la réponse.**



« JE VEUX
QUE MON
VOISIN DE
TABLE AU
CAFÉ SACHE
QUE LE
CHANGEMENT
DE CLIMAT
VA LE
TOUCHER,
LUI, MAIS
AUSSI SES
ENFANTS... »



« ...LORSQUE NOUS PARLONS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, NOUS DEVONS LE CONSIDÉRER NON PAS COMME UNE MESURE POUR COMBATTRE LES DOMMAGES CAUSÉS MAIS COMME UNE CARACTÉRISTIQUE DE NOTRE ÉPOQUE... »



Wanhua Yang,
conseillère
principale (Chine)

Pour moi, il est clair qu'il n'y aura pas de développement

durable sans développement dans le Sud. **Le développement durable ne peut être atteint sans changement des habitudes de production et de consommation dans le Nord** ou sans changement important de l'économie mondiale et du système mondial. Je suis très fière de travailler avec un groupe de personnes très dévouées à la cause de l'IIDD. Notre travail avec nos partenaires mondiaux et locaux nous permet de contribuer au développement durable en influençant les politiques vers une évolution des gouvernements et du système mondial. Nous cherchons un meilleur dialogue entre le Nord et le Sud. Nous partageons à l'échelle mondiale les meilleures stratégies, expériences, pratiques et informations en matière de développement durable.



Carissa Wieler,
agente de projet

Le changement dont je rêve pour le monde est le même que celui dont je rêve pour

moi-même : que nous devenions plus aptes à observer et à écouter avant de prendre des décisions complexes aux nombreuses ramifications. À l'échelle mondiale, nos conditions de vie diverses et nos systèmes de valeurs différents contribuent à l'apparition de situations et défis uniques. Ce dont nous avons le plus besoin, ce sont des réponses qui traitent de façon appropriée les interactions complexes tout en demeurant simples à mettre en œuvre. **Ces solutions sont loin d'être toutes faites et je pense que c'est lorsque nous devenons de plus en plus consciemment ouverts au monde qui nous entoure et à celui qui nous emplit que nous atteignons le tournant décisif.** Pour ce faire nous devons observer, écouter et nous accepter nous-mêmes, les uns les autres et respecter toute vie sur notre si dynamique et si belle planète.



Maja Andjelkovic,
associée

Le vingtième siècle a apporté la modernisation, l'industrialisation et

l'inspiration aux mondes des sciences, des affaires, des arts et de la culture, mais pas sans causer de graves dommages à l'environnement et à des milliards de personnes. Aujourd'hui, chacun semble connaître la nécessité de répondre de façon appropriée à ces effets dangereux du développement. Le développement durable est souvent considéré comme une telle réponse. **Cependant, lorsque nous parlons du développement durable, nous devons le considérer non pas comme une mesure pour combattre les dommages causés mais comme une caractéristique de notre époque;** une époque qui ne devrait pas simplement être connue comme une ère postindustrielle ou de l'information. Si nous voulons continuer à nous développer du point de vue scientifique, économique et culturel, nous devons nous diriger vers une ère de développement durable et responsable. Alors seulement, notre siècle et notre millénaire posséderont-ils un caractère distinct et un but durable.



Chris Spence,
directeur adjoint,
Services
d'information

Le vieux proverbe « savoir, c'est pouvoir » a été tellement utilisé au cours des récentes années qu'il en a pratiquement perdu tout son sens. C'est dommage cependant car il est plus pertinent aujourd'hui que lorsque Francis Bacon l'a créé, il y a cinq siècles. **Pourtant, à notre époque moderne de « surdose d'information », d'« interprétation partisane » et de « battage », il peut souvent devenir difficile de reconnaître si le soi-disant « savoir » est réel ou une simple illusion.** Depuis 14 ans, les Services d'information de l'IIID se sont efforcés de créer la transparence, l'ouverture et une réelle compréhension des négociations de des Nations Unies en matière d'environnement et de développement. En ma qualité de gestionnaire de cette équipe de climat et d'éditeur de sa publication, *Linkages*, je me suis engagé à fournir à nos 45 000 lecteurs l'information et l'analyse de la plus haute qualité. Les gens qui lisent nos rapports ne sont pas n'importe qui. Ce sont des décideurs, des détenteurs de pouvoir au sein des gouvernements, du secteur privé, du monde universitaire et des organisations tant gouvernementales que non gouvernementales. Nos rapports les informent. Le changement climatique étant maintenant considéré comme la menace la plus grave du 21^e siècle, un réel savoir en la matière est essentiel. Nous n'avons peut-être pas récemment visité les « zones dangereuses » ou des régions touchées par des catastrophes, mais le travail que nous faisons pour garantir que les décideurs possèdent des informations et des analyses neutres, équilibrées et indépendantes est essentiel. Nous informons et nous éduquons. Face à une menace aussi terrifiante que le changement de climat, tout réside dans la compréhension des choses. Francis Bacon n'a jamais eu autant raison.



Deborah Murphy,
associée

Le Mahatma Gandhi aurait dit : « Je dois d'abord opérer en moi-même le changement que je cherche à voir chez les autres ». C'est le changement dont je rêve pour le monde : un engagement à changer à l'échelle de l'individu qui peut, à son tour, devenir la force derrière une transformation positive à l'échelle de la société. Il est aisé de choisir la facilité plutôt que la solution plus respectueuse de l'environnement, spécialement au Canada où la vie est facile et où le « bon » choix peut demander d'engager temps, efforts et dépenses. **Je ne peux pas changer le monde, triste réalisation à laquelle je suis arrivée au fil du temps, mais moi-même, et toute personne, pouvons changer à l'échelle individuelle et tenter d'améliorer la conscience qu'ont la collectivité, le pays et le monde,** des effets de nos actions et de nos choix sur l'environnement et la société.



Michelle McLaren,
agente de projet

Le changement dont je rêve dans le monde nécessitera la sensibilisation, la croyance et les choix délibérés de chacun de nous. Il exigera la nécessité de trouver un équilibre entre le travail et la vie personnelle. L'esprit en paix, nous sommes plus sains et à même de reconnaître la valeur des choses simples et d'apprécier notre environnement qui est la somme de relations interdépendantes complexes tant dans la nature que chez nous. Cela pourrait ouvrir la porte à une plus grande volonté de réduire notre empreinte, de promouvoir l'égalité et d'améliorer notre environnement en consommant moins et en conservant plus. Les personnes qui influencent le changement devront en reconnaître les répercussions et prendre des décisions avec intégrité en tournant leur regard vers les avantages de la sauvegarde du bien-être de tout ce qui vit. **Avec chaque choix prudent que nous faisons, peut-être pourrions-nous réaliser les changements qui sauveront notre monde.**

« C'EST LE CHANGEMENT
DONT JE RÊVE POUR
LE MONDE : UN
ENGAGEMENT À
CHANGER À L'ÉCHELLE
DE L'INDIVIDU... »

MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL



L'année a été mouvementée. Les prix du pétrole et d'autres produits semblent s'être figés à des hauteurs record ou presque. Les négociations internationales se sont heurtées à un obstacle majeur à Hong Kong et semblent piétiner. La seule raison pour laquelle les pourparlers portant sur le climat qui ont eu lieu à Montréal à la fin 2005 peuvent être qualifiés de fructueux est le niveau si peu élevé auquel les attentes avaient été fixées.

La séance spéciale des Nations Unies de l'automne dernier a révélé le retard considérable qu'accuse le monde par rapport à l'atteinte des Objectifs de développement du millénaire, et l'Évaluation des Écosystèmes pour le Millénaire publiée en 2005 illustre l'ampleur des menaces qui pèsent sur les systèmes naturels mondiaux.

Que peut faire une petite organisation comme l'IIDD face à l'énormité de ces problèmes pour améliorer la situation? Penser de façon stratégique!

Il y a maintenant plus de 10 ans, nous avons choisi d'investir dans la transparence et l'efficacité des processus de négociations internationales en matière d'environnement. Les sections du présent rapport témoignent des

achèvements de l'équipe des Services d'information de l'IIDD : 240 éditions du *Bulletin des Négociations de la Terre* ainsi que d'autres produits des Services d'information lus par 45 000 personnes et le lancement d'un nouveau service fondé par l'Afrique du Sud, un pays en développement, pour rendre compte des développements sur le continent africain. Nous collaborons également avec le gouvernement danois pour élaborer et promouvoir des suggestions pour la réforme du système international de gouvernance environnementale.

Dans le cadre de notre travail sur le Commerce et la durabilité, nous affirmons depuis longtemps que le système commercial est déséquilibré en faveur des pays développés et qu'il ne pourra pas promouvoir le développement durable tant que des accords plus équitables ne seront conclus. Notre Initiative mondiale sur les subventions révélera la mesure dans laquelle les subventions créent un déséquilibre qui nuit aux pays les plus pauvres et débouchera sur des recommandations visant à améliorer la situation. Notre Modèle d'accord international sur l'investissement pour le développement durable pose les fondations d'une nouvelle relation entre investisseurs et gouvernements d'accueil. Les services que nous offrons aux pays en développement les aideront, lors de leurs négociations avec les pays développés, à conclure des accords bilatéraux d'investissement plus équitables.

L'apparition de la Chine et de l'Inde sur la scène mondiale a fait couler beaucoup d'encre. Nous collaborons étroitement avec le gouvernement et le milieu universitaire chinois pour développer la capacité de ce pays à élaborer des politiques commerciales axées sur la promotion du développement durable. Dans le cadre de notre projet le plus récent, nous formulerons une politique commerciale pour le ministère du Commerce de la Chine et nous examinerons les

incidences environnementales du commerce de ce pays dans certains secteurs sur le reste du monde.

Au fil de l'augmentation des prix de l'énergie et du renforcement de la certitude des scientifiques quant aux incidences de nos activités sur le système climatique mondial, la nécessité d'une action décisive en matière de changement climatique devient de plus en plus pressante. Quoi qu'on pense du Protocole de Kyoto, il représente, au mieux, un pas minuscule sur la longue route vers une réduction considérable des émissions. Notre équipe des Changements climatiques et de l'énergie œuvre à l'élaboration de nouvelles voies pour l'après-Kyoto en 2012. Elle tente de fondre plus intimement les questions de climat et d'énergie dans la politique étrangère et d'intégrer les préoccupations quant à la sécurité de l'énergie dans la politique climatique. Elle travaille également pour aider les pays en développement à s'adapter aux réalités d'un climat en évolution.

L'Évaluation des Écosystèmes pour le Millénaire a révélé que les terres arides subiront des pressions croissantes du fait du changement climatique et de l'augmentation de la population. Le siège social de l'IIDD est situé à la lisière des terres arides des prairies. Les températures en hausse, la demande croissante en eau émanant de l'industrie de l'énergie, les zones urbaines et l'intensification de l'agriculture, combinés avec des revenus agricoles négatifs créent une crise de plus en plus pressante de la gestion de l'eau dans les Grandes plaines. Notre équipe de Gestion durable des ressources naturelles développe de nouvelles techniques pour la gestion communautaire des ressources naturelles au moyen de la gestion intégrée des ressources en eau ainsi que de l'évaluation et de l'achat de services écosystémiques par les agriculteurs.

Notre équipe de Mesure et évaluation travaille à la conception de meilleurs indicateurs sociaux pour les régions

PROGRÈS

INFORMATION

rurales du Canada et au développement de techniques robustes pour mesurer les coûts et les avantages de nouvelles pratiques agricoles. Elle ouvre prudemment la voie vers un dialogue sur le développement durable avec le royaume le plus hermétiquement fermé qui soit : la Corée du Nord.

Nombreux sont ceux qui ont fait remarquer que ses aspects intergénérationnels sont le caractère distinctif du développement durable. Nous continuons notre programme pour faire participer les jeunes du

Canada à la solution de ces problèmes mondiaux au moyen d'un programme de stages pour les jeunes qui fait partie de notre Programme de communication des connaissances, maintenant dans sa dixième année. Nous avons collaboré avec des jeunes pour les faire participer au Sommet mondial sur la société de l'information et l'événement organisé à Tunis en 2005.

Je demeure convaincu que nos actions peuvent aider. Je demeure sceptique à propos de la capacité des institutions internationales officielles à réaliser des

progrès sur ces questions sans la présence d'un groupe d'institutions pleines d'entrain et essentielles telle que l'IIDD pour réaliser la recherche appliquée, faire pression et rendre le processus aussi ouvert et transparent que possible.



David Runnalls
Président-directeur général



MESSAGE DU PRÉSIDENT

En juin 2005, j'ai eu l'honneur d'être nommé président de l'IIDD. Depuis, j'ai mieux pris la mesure de l'ampleur du talent et du dévouement du personnel de direction et de mes collègues du Conseil.

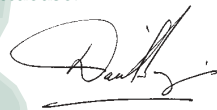
Dans un monde fourmillant d'institutions, l'IIDD s'est taillé une place unique et importante. Maintes ONG, organisations de la société civile et organisations coexistantes centrent leurs activités sur les contraintes générées par les changements démographiques, la dégradation de l'environnement et l'injustice sociale. À cet ensemble, l'IIDD ajoute les réalités de la mondialisation et les défis imposés à notre monde par les conflits, l'intolérance religieuse et l'exploitation humaine.

L'IIDD et ses alliés apportent une contribution particulière en faisant progresser l'ordre du jour de la durabilité, en clarifiant et en définissant les questions ainsi qu'en évaluant les moyens de relever les défis présentés par le commerce, l'environnement, les changements climatiques et le réchauffement de la planète. Nous offrons également un service de compte rendu unique en son genre à un certain nombre de forum multilatéraux. J'ai moi-même constaté le précieux service offert par l'IIDD grâce au dévouement d'étudiants diplômés de différents pays qui couvrent ces réunions pour le *Bulletin des Négociations de la Terre*. Leur efficacité pour enregistrer et communiquer les résultats quotidiens des réunions de la Conférence des Parties de Montréal en décembre 2005 était un véritable exploit.

Je reconnais ici le leadership de David Runnalls, personne de grande intégrité intellectuelle et défenseur infatigable de l'IIDD et de ses priorités, ainsi que chacun de mes collègues du Conseil, sans exception, dont la passion et les importants services rendus m'ont impressionné. Je remercie particulièrement Elizabeth May et mon prédécesseur, Jacques Gérin, qui a pris sa retraite cette année au terme de plusieurs années de service enthousiaste.

Il serait négligent de ma part ne pas remercier mon vice-président, Jim Carr et le personnel chargé du financement sous la tutelle de Nancy Folliott et Sue Barkman pour leurs apports particuliers qui ont permis d'obtenir un financement correspondant au soutien de base fourni par les gouvernements et les agences.

Beaucoup de travail accompli... et une autre année fructueuse.



Daniel Gagnier
Président du Conseil



CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'IIDD 2005 | 2006



Daniel Gagnier
Président (Canada)



David Runnalls
Président-directeur général
(Canada)



Stephanie Cairns
(Canada)



James Carr
(Canada)



Angela Cropper
(Trinité-et-Tobago)



John Forgách
(Brésil)



Christian Friis Bach
(Danemark)



Jacques Gérin
(Canada) Retraité, juin 2005



Chuck Hantho
(Canada)



Nicolas Imboden
(Suisse)



Huguette Labelle
(Canada)



Laxanachantorn
Laohaphan
(Thaïlande)



Elizabeth May
(Canada) Retraîtée, juin 2005



Gordon McBean
(Canada)



Mark Moody-
Stuart
(Royaume-Uni)



Khawar Mumtaz
(Pakistan)



Robert Page
(Canada)



Jane Rigby
(Canada)



Mohamed
Sahnoun
(Algérie)



Le très honorable
Edward R. Schreyer
(Canada)



Mary Simon
(Canada)



Tensie Whelan
(États-Unis)

CONSEILLERS DE L'EXTÉRIEUR

Norm Brandson, Sous-ministre,
Gestion de l'eau, province du
Manitoba

Paul Vogt, Greffier du Conseil
exécutif, province du Manitoba

Samy H. Watson, Sous-ministre,
Environnement Canada

Maureen O'Neil, Présidente,
Centre de recherches pour le
développement international

Paul Thibault, Président, Agence
canadienne de développement
international (retraité en mai 2005)

Robert Greenhill, Président, Agence
canadienne de développement
international

MEMBRES DISTINGUÉS

Arthur J. Hanson
Jim MacNeill, Président du
Conseil émérite
Maurice Strong

PRÉSIDENT FONDATEUR DU CONSEIL

Lloyd McGinnis

AMIS DE L'INSTITUT

Gro Harlem Brundtland
José Goldemberg
Sir Shridath Ramphal

L'ÉQUIPE DE L'IIDD

LES MEMBRES DE L'IIDD
REPRÉSENTENT UN VASTE
ÉVENTAIL D'ANTÉCÉDENTS,
DE TALENTS ET D'INTÉRÊTS.
LES PERSONNES SUIVANTES
ONT TRAVAILLÉ POUR L'IIDD
AU COURS DE L'EXERCICE
2005-2006.

PERSONNEL

Javed Ahmad
Rod Araneda
Stephan Barg
Lori Beattie
Sue Bertrand
Oli Brown
Jodi Browne
Carolee Buckler
Gracia Chiasson
Heather Creech
Diane Conolly
Dennis Cunningham
John Drexhage
Anantha Duraiappah
Lael Dyck
Pernille Fenger
Cindy Filliettaz
Nancy Folliott
Janice Gair
Bill Glanville
Langston James
Goree VI "Kimo"
Karen Goulding
Isabelle Gowry
Debbie Xiaolin Guo
Mark Halle
Anne Hammill
Peter Hardi
Jennifer Hirschfeld
Robert Jones
Fabienne Kalifat Turner
Jason Macki
Jason Manaigre
Kristen Manaigre
Clarita Martinet-Fay
Stacy Matwick
Michelle McLaren
Roselle Miko
Christina Moffat
Catherine Muir
Jo-Ellen Parry
Rachel Parry
Anita Penner
Jacqueline Pilon
László Pintér
Marcela Rojo
Marlene Roy
David Runnalls
Jae Il Ryu

Ian Seymour
Juan Simón
Stuart Slayen
Chris Spence
Darren Swanson
Britany Toews
Henry Venema
Damon Vis-Dunbar
Shannon Wentz
Carissa Wieler
Terri Willard
Michelle Wowchuk
Jiahua Yang
Wanhua Yang

ASSOCIÉS

Mark Anielski
Sabina Alkire
Maja Andjelkovic
Graham Ashford
Sue Barkman
Warren Bell
Asmita Bhardwaj
David Boyer
Pamela Chasek
Louise Comeau
Aaron Cosby
Peter Dickey
Tony Hodge
Howard Mann
Alanna Mitchell
Deborah Murphy
Norman Myers
Adil Najam
Jason Potts
Tom Rotherham
Emma Lisa Schipper
Sabrina Shaw
Ron Steenblik
Ian Thomson
Simon Upton
John Van Ham

MEMBRES HONORAIRES SENIOR

Keith Bezanson
Peter Hardi
Richard Matthew
Robert Slater
Konrad von Moltke*
Ola Ullsten

PERSONNEL DES SERVICES D'INFORMATION DE L'IIDD

Lori Beattie
Pam Chasek
Langston James
Goree VI "Kimo"
Diego Noguera
Marcela Rojo
Chris Spence
JiaHua Yang

EXPERTS-CONSEILS DES SERVICES D'INFORMATION DE L'IIDD

Soledad Aguilar
Karen Alvarenga
Asheline Appleton
Andrew Baldwin
Ingrid Barnsley
Nienke Beintema
Asmita Bhardwaj
Dan Birchall
Alice Bisiaux
Emily Boyd
Robynne Boyd
Andrew Brooke
Rachel Carrell
Xenya Cherny
Alexandra Conliffe
Alexis Conrad
Deborah Davenport
Richard de Ferranti
Francis Dejon
Rado Dimitrov
Peter Doran
Socorro Estrada
Angeles Estrada Vigil
Bo-Alex Fredvik
Mongi Gadhoun
Anders Goncalves da Silva
Leonie Gordon
María Gutiérrez
Reem Hajjar
Twig Johnson
Hary Jonas
Stefan Jungcurt
Kuhasantisuk Khemaros
Pia Kohler
Kati Kulovesi
Marsel Kuzyakov
Maria Larsson Ortino
William McPherson
Leila Mead
Lavina Monti
Amber Moreen

Elisa Morgera
Miquel Muñoz Cabré
Laurel A. Neme
Diego Noguera
Renata Rubian
Nicole Schabus
Lisa Schipper
Sabrina Shaw Cannabrava
Sarah Stewart Johnson
Elsa Tsioumani
James Van Alstine
Cecilia Vaverka
Andrey Vavilov
Lynn Wagner
Hugh Wilkins
Nancy Joan Williams
Peter John Wood
Kunbao Xia
Sarantuyaa Zandaryaa

INTERNES

Philip Akins
Heather Arnold
Dominique Auger
Andrew Aziz
Hana Boye
Tara Carman
Linda Davis
Leanne Dmyterko
Monica Dominguez
Dolma Dongtotsang
Daniel Floh
Kelli Fraser
Michelle French
Claudia Garcia
Bobbie Jo Greenland
Katerina Grigoryeva
Serge Koinov
Cynthia Lau
Sara Ly
Alexander Macdonald
Meghan McKenna
Oren Mizrahi
Jennifer Pouliotte
Renata Rubian
Victoria Sheppard
Laurel Steinfield
Robin Urquhart
Damon Vis-Dunbar
Susan Weston

**Konrad von Moltke est décédé
en mai 2005. Un recueil
d'hommages a été créé en son
honneur et peut être consulté à
l'adresse suivante :
[http://www.iisd.org/pdf/2006/
remembering_konrad.pdf](http://www.iisd.org/pdf/2006/remembering_konrad.pdf)*

L'Initiative mondiale sur les subventions (IMS) de l'IIDD examine les incidences des subventions sur le développement durable

Les vaches de l'UE gagnent plus que des millions d'agriculteurs du monde en développement. Ce fait dérangeant illustre sans artifices le degré des inégalités qui existent entre les pays. Encore plus importante peut-être, est l'une des explications pour lesquelles certains pays pauvres se développent moins rapidement qu'ils ne le pourraient ou ne se développent pas du tout : il s'agit, du moins en partie, d'un problème de subventions.

La surproduction est l'un des effets que peuvent produire les subventions. En l'absence de subventions, les producteurs s'efforceraient de juger l'appétit du marché alors que les subventions deviennent souvent des incitations à une production débridée sans égard à la capacité d'absorption des excédents par le marché.

Cet excédent est souvent bradé outremer, sapant les efforts des producteurs locaux. Cette pratique est connue sous le nom de « dumping ». Ainsi, en Afrique de l'Ouest, du bœuf et des produits laitiers bon marché en provenance de l'UE ont gravement entravé la capacité des agriculteurs locaux d'élever et de vendre des bovins en réalisant un profit alors même que les organisations d'aide occidentales tentent d'encourager la production de viande dans ces pays.

Il ne s'agit que d'une illustration des incidences négatives des subventions gouvernementales sur l'économie. Elles peuvent également saper l'environnement. Qui plus est, ces milliards de dollars de fonds publics sont dépensés de façon très peu transparente, en l'absence quasi totale de contrôle et de discussions.

L'IMS : PROMOUVOIR LA DURABILITÉ PAR LA RÉFORME DES SUBVENTIONS

Se fondant sur les travaux précédents de l'IIDD en matière de subventions, l'IMS adoptera une approche complète

pour traiter la question des subventions nuisibles au moyen d'un vaste éventail de recherches, de communications ciblées et de vulgarisation.

« La plus grande partie de ce que nous faisons dans le cadre de l'IMS comporte la promotion d'une transparence accrue » déclare le directeur de la recherche, Ronald Steenblik.

« C'est là notre véritable point de départ. Il n'est pas rare que les données sur les subventions ne soient tout simplement pas diffusées par les gouvernements. »

La deuxième étape est de demander si ces subventions sont durables, en ce qui concerne le commerce, l'environnement ou les finances publiques. Si la réponse est négative, alors l'IMS demandera également comment les gouvernements devraient s'y prendre pour les modifier. En tant que telle, la recherche de l'IMS ne sera pas vaine, elle sera mise entre les mains du public et des décideurs pour réaliser une réforme réelle et tangible.

La réforme des subventions peut représenter un énorme défi. Les subventions sont rapidement considérées comme un droit et sont incorporées dans les hypothèses posées par les agriculteurs, les pêcheurs ou les industries qui investissent dans leur entreprise.

Selon Simon Upton, directeur de projet de l'IMS : « Alors que des questions telles que la corruption ou l'évitement des réglementations environnementales suscitent une condamnation immédiate et facile, le caractère tellement ordinaire de la distribution de subventions semble éteindre les inquiétudes du public quant aux enjeux. Cependant, les dommages environnementaux et les possibilités de développement perdues causés par les subventions sont des

PLEINS FEUX SUR LA VACHE RICHE

Par Damon Vis-Dunbar

conséquences trop profondes pour être négligées. Le but de l'IMS est de révéler au grand jour les dommages réels que peuvent causer les subventions. »

« Alors qu'on pourrait très facilement augmenter la sensibilisation du public à l'égard des subventions nuisibles, le but de l'IMS est d'agir en tant que courtier équitable en information publique et animateur d'un débat public équilibré » déclare Javed Ahmad, directeur des communications de l'IMS.

Un nouveau site Web pour l'IMS sera inauguré cet été. Il est conçu pour atteindre un vaste public d'experts, de journalistes et de citoyens préoccupés. L'IMS remet en circulation le communiqué d'information *Subventions Watch*. Ce recueil mensuel de nouvelles, de commentaires et de recherches informera un public composé d'experts et de citoyens préoccupés à propos des derniers développements des politiques et de la recherche sur les subventions.

Pendant ce temps, des efforts sont constamment déployés pour aider les journalistes, tant ceux qui connaissent la question que ceux qui la découvrent, à écrire sur les subventions nuisibles. Les premiers recevront des points de contacts avec des experts et des données alors que l'IMS élabore, pour les autres, un programme de formation international, destiné aux journalistes, axé sur la façon de comprendre les subventions et leurs effets. Il sera conçu et dispensé par des éducateurs professionnels dans le domaine du journalisme et adapté aux différentes régions du monde et aux divers degrés d'expertise. Cela aidera les journalistes du monde entier à aborder le sujet, à poser les questions appropriées et à découvrir de nouveaux sujets d'articles.

MESURES INTERNATIONALES POUR LA PROMOTION DU CHANGEMENT NATIONAL

La clé d'une réforme efficace des subventions en faveur du développement durable est de faire correspondre les mesures prises à l'échelle internationale et multilatérale avec les efforts coordonnés à l'échelle nationale. L'IMS bénéficie de l'assistance et du soutien précieux d'un groupe consultatif de haut niveau composé de 13 membres (voir l'encadré latéral). Ces gens sont au fait du climat politique de leur pays d'origine et jouissent de respect et d'influence sur la scène internationale.

L'IMS engage également des organisations intergouvernementales dans un effort de promotion efficace de la réforme des subventions, particulièrement l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui, avec 149 pays membres, est la seule organisation mondiale qui s'occupe des règles internationales régissant l'utilisation des subventions.



En juin 2006, l'IMS et l'OMC ont organisé ensemble avec grand succès un atelier portant sur ce que les modèles peuvent nous révéler à propos des avantages pour le bien-être de la libéralisation du commerce. Alors que la série de Doha des négociations de l'OMC avance lentement en direction d'un consensus sur de nouvelles règles pour la libéralisation du commerce telles que la réduction des tarifs, le soutien national et les subventions à

l'exportation, la question de savoir si les pays en développement peuvent s'attendre à profiter d'un accord suscite un débat considérable.

« Les modèles fournissent des réponses à cette question mais la confusion et l'incertitude quant à ces réponses sont grandes » dit M. Steenblik. « En regroupant les meilleurs modélisateurs et négociateurs commerciaux du monde, nous espérons clarifier un peu le débat. »

Cette réunion des modélisateurs était le premier atelier que l'OMC organisait en collaboration avec une organisation non gouvernementale.

Étant donné son mandat d'agir en tant qu'honnête courtier qui rassemble diverses branches de recherche, divers courants de pensée politique et d'opinion publique, l'Initiative



mondiale sur les subventions espère créer le consensus essentiel pour apporter des réformes étendues aux régimes de subventions existant dans différents

secteurs économiques et régimes politiques ainsi que dans diverses régions du monde.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter <http://www.iisd.org/subsidies/>

Damon Vis-Dunbar est l'adjoint aux communications pour l'Initiative mondiale sur les subventions de l'IIID.

GRUPE CONSULTATIF DE HAUT NIVEAU : INITIATIVE MONDIALE SUR LES SUBVENTIONS DE L'IIID

D^r Isher Judge Ahluwalia

Présidente du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires

Ambassadeur Nobutoshi Akao

Ancien ambassadeur du Japon à l'OMC; Président du Centre ASEAN-JAPAN

D^r Kwesi Botchwey

Président exécutif de Africa Development Policy Ownership Initiative (initiative de propriété du développement des politiques en Afrique); ancien ministre des Finances du Ghana

D^{re} Rebeca Grynspan

Directrice du Bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes du Programme de développement des Nations Unies; ancienne seconde vice-présidente du Costa Rica

H.E. Mats Hellström

Gouverneur de la province de Stockholm Province; Président du Swedish Institute for European Policy Studies; ancien ministre du Commerce de la Suède

D^r Prof. Celso Lafer

Université de Sao Paulo; ancien ministre des Affaires étrangères du Brésil

D^r Norman Myers

Scientifique, économiste, University of Oxford, R.-U.

D^{re} Sylvia Ostry

Chercheuse universitaire distinguée au Munk Centre for International Studies, University of Toronto

D^r Ismail Serageldin

Directeur général de Bibliotheca Alexandrina; ancien vice-président de la World Bank for Environmentally and Socially Sustainable Development (Banque mondiale pour le développement environnemental et social durable)

Prof. D^r h.c. Horst Siebert

Professeur AGIP au Johns Hopkins University Centre à Bologna; Président émérite du Kiel Institute; membre du EU Council of Economic Advisers (conseil des conseillers économiques de l'UE)

L'honorable Paula Stern

Ancienne présidente de la International Trade Commission des États-Unis

Le très honorable Simon Upton

(Directeur de projet)

Président de la Round Table on Sustainable Development de l'OCDE; ancien ministre de l'Environnement de la Nouvelle-Zélande

S. E. le ministre Gerrit Zalm

Ministre des Finances des Pays-Bas

RÉFORME

« ...CEPENDANT, LES DOMMAGES ENVIRONNEMENTAUX ET LES POSSIBILITÉS DE DÉVELOPPEMENT PERDUES CAUSÉS PAR LES SUBVENTIONS SONT DES CONSÉQUENCES TROP PROFONDES POUR ÊTRE NÉGLIGÉES. »

UN JEUNE REGARD SUR LA GOUVERNANCE

Par Alanna Mitchell, associée de l'IIDD

Le programme de l'IIDD préconise la gouvernance effective avec l'aide de jeunes Canadiens



L'IIDD a envoyé Monica Dominguez (à gauche) et Michelle French en Asie et en Europe pour étudier la gouvernance d'un point de vue nouveau et électronique.

M^{me} Dominguez est allée en Inde l'an dernier, a travaillé au Bhoutan et est tombée passionnément amoureuse de la fonction publique canadienne.

M^{me} Dominguez, 27 ans, titulaire d'une maîtrise ès administration publique des universités de Winnipeg et du Manitoba, faisait partie cette année du programme de l'IIDD, Nouveaux dirigeants pour la gouvernance (NDG). Le programme est conçu pour exporter l'enthousiasme des jeunes du Canada vers les pays en développement pour les aider à créer de meilleurs systèmes de gouvernance.

L'été dernier, M^{me} Dominguez occupait, au Canada, un emploi qui ne la satisfaisait pas lorsqu'elle a découvert le programme NDG sur une liste de diffusion de l'Entraide universitaire mondiale du Canada.

Piquée par l'idée de vivre une nouvelle expérience, elle a présenté sa candidature, s'engageant pour une période de service de six mois à

l'étranger. Une partie de son travail consistait à aider le gouvernement royal du Bhoutan à faciliter l'accès des pauvres et des habitants des régions rurales aux services offerts par le gouvernement.

Mais M^{me} Dominguez n'était pas préparée pour ce qu'elle allait trouver au Bhoutan.

Le minuscule royaume montagnard situé au nord-est de l'Inde n'avait que récemment ouvert ses frontières à la télévision et à l'Internet. M^{me} Dominguez, qui s'intéresse depuis longtemps à la façon dont les citoyens et leurs gouvernements se connectent, n'avait pas réalisé combien est limité l'accès aux renseignements du gouvernement dont disposent maints citoyens dans des pays isolés.

Son expérience au Bhoutan lui a ouvert les yeux.

« Au Canada, je suis une femme éduquée de la classe moyenne et je peux obtenir très rapidement des

renseignements à propos du gouvernement et du monde des affaires » dit-elle « Je ne voyais pas où était la lacune pour les autres. Mais au Bhoutan, j'ai compris certaines des différences. »

Dans le cadre de son travail, M^{me} Dominguez a mis en place un wiki, ou site Web interactif. Elle l'a conçu pour créer de meilleures relations entre le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) qui réalisait des travaux dans ce pays et le gouvernement royal du Bhoutan. (Visiter http://www.dit.gov.bt/idrcwiki/index.php/Main_Page)

M^{me} Dominguez serait restée en Inde à long terme si des problèmes familiaux ne l'avaient obligée à revenir au Canada au mois de mars. Cependant, son expérience en Inde et au Bhoutan l'a amenée à rêver de travailler dans la fonction publique canadienne et d'aider les citoyens à obtenir un accès à des services de base tels que les soins de santé.

« TRAVAILLER AVEC LE GOUVERNEMENT AU BHOUTAN ÉTAIT ABSOLUMENT EXALTANT. LE TRAVAIL ÉTAIT TELLEMENT ENCOURAGEANT. »

En mai (2006), elle a commencé un stage de trois ans auprès du gouvernement du Manitoba, passant dans divers ministères pour apprendre comment chacun d'eux fonctionne. Elle s'intéresse particulièrement au Nord du Manitoba.

« Travailler avec le gouvernement au Bhoutan était absolument exaltant. » dit-elle « Le travail était tellement encourageant. »

Michelle French, 27 ans, en a, elle aussi, appris long sur elle-même l'an passé.

Autre participante au programme NDG, M^{me} French a accepté un poste au Centre environnemental régional pour l'Europe centrale et orientale juste au Nord de Budapest en Hongrie.

Le Centre a été établi en 1990 par les États-Unis, la Commission européenne et la Hongrie. Il est conçu pour aider à régler les problèmes environnementaux en Europe centrale et orientale en soutenant l'échange gratuit de renseignements et la participation du public aux décisions à propos de l'environnement.

La révélation de M^{me} French a eu lieu lorsqu'elle a réalisé la disparité des niveaux de vie entre les différents pays européens. Les habitants des 25 pays membres de l'Union européenne sont bien nantis mais ceux des pays qui n'en font pas encore partie, dont un grand nombre se trouvent à l'Est, sont pauvres et dans le besoin.

« Il y a une différence choquante » déclare M^{me} French qui est titulaire d'une maîtrise ès journalisme de Carleton University. « La division est encore là. Les gens de l'Est ont le sentiment d'être exclus de l'Europe. Ils sont vexés. »

La passion de M^{me} French : encourager les gens à participer, que ce soit en obtenant des renseignements sur des questions telles que les déchets, la pollution de l'eau et la durabilité environnementale ou en accédant à ceux qui prennent les décisions.

Cela a également renforcé sa volonté de demeurer informée à propos de son propre pays.

« J'ai réalisé à quel point il est important pour moi d'être active sur le plan politique » déclare-t-elle.

Alors qu'elle n'exclut pas de travailler de nouveau à l'étranger pour partager son expérience, elle a décidé de déployer ses talents dans son pays d'origine.

« Les gens d'ici ont besoin d'aide » dit-elle en mentionnant des questions telles que les concentrations de gaz à effets de serre, la perte des espèces, les problèmes de déchets et de recyclage. « Il est important que nous tentions de trouver le meilleur moyen d'utiliser nos ressources sans les surexploiter. »

Depuis son retour de Hongrie en mars, elle lit avidement les journaux et envoie des demandes d'emploi. Elle a décidé d'accepter un contrat à court terme à Corner Brook en Terre-Neuve avec CBC Radio.

Déménager dans une petite ville de Terre-Neuve ne la dérange pas après avoir vécu les six mois de son stage en Hongrie.

« C'était un vrai défi » dit-elle « Cela vous fait apprécier véritablement ce à quoi vous pouvez faire face. »

Le programme NDG est soutenu par Canada Corps, un programme du gouvernement canadien géré par l'Agence canadienne de développement international.

Chaque dirigeant doit être un citoyen ou un résident permanent du Canada entre 19 et 40 ans. Il doit être impatient de vivre dans de nouvelles cultures et être intéressé par les questions de gouvernance électronique. Chaque affectation dure six mois.

Le programme est un parmi plusieurs programmes de l'IIDD qui visent à encourager la prochaine génération de talent canadien dans le domaine du développement durable. Au cours des dernières années, les programmes de l'IIDD ont envoyé plus de 300 jeunes diplômés canadiens dans la sphère internationale. Un grand nombre d'entre eux ont des postes de haute responsabilité dans le domaine.

Les programmes de l'IIDD destinés aux jeunes visent à produire une nouvelle génération de dirigeants dans le domaine du développement durable. L'IIDD cherche à cultiver des talents clé, y compris la capacité d'innover, de collaborer et de communiquer.

La demande internationale est élevée en ce qui concerne les dirigeants dans le domaine du développement durable qui possèdent ces compétences. L'IIDD s'est engagé à veiller à ce que la nouvelle génération de dirigeants canadiens en matière de développement durable possède des compétences et une efficacité de haut niveau dans le cadre de leur participation à l'établissement de politiques et à la prise de décisions.

POUR OBTENIR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA PROGRAMMATION DE STAGES DE L'IIDD VEUILLEZ SUIVRE LES LIENS CI-DESSOUS.

Nouveaux dirigeants pour la gouvernance

<http://www.iisd.org/leaders/elg/>

Jeunes diplômés canadiens en faveur du développement durable

<http://www.iisd.org/interns/>

Programme circumpolaire des jeunes leaders

<http://www.iisd.org/interns/arctic/>

TRANSFORMATION

LES PROGRAMMES DE L'IIDD POUR LA JEUNESSE VISENT À CULTIVER UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE DIRIGEANTS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

APPRÉCIER ET ÉVALUER LES ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES À LA VIE

Comment attribuer une valeur pécuniaire à l'air pur, à l'eau propre et autres sources essentielles de vie que nous offre notre écosystème? Et pourquoi le devrions-nous?

Par Stephan Barg (conseiller principal et gestionnaire de projet principal) et Henry David Venema (directeur, Gestion durable des ressources naturelles)

POINT DE MIRE

L'humanité dépend de la disponibilité de biens et services écologiques. L'air que nous respirons, la nourriture et l'eau qui nous composent et nous sustentent proviennent tous d'écosystèmes de tailles diverses, allant des écosystèmes locaux à l'écosystème mondial.

Selon un modèle utilisé par l'Évaluation des Écosystèmes pour le Millénaire, nous pouvons regrouper les divers aspects des biens et services écologiques dans les quatre catégories suivantes :

- services de **soutien** (recyclage des éléments nutritifs, formation des sols et production primaire);
- services d'**approvisionnement** (nourriture, eau, bois et fibres, carburants);
- services de **régulation** (régulation du climat, des inondations, des maladies et de la purification de l'eau);
- services **culturels** (biens esthétiques, spirituels, pédagogiques et récréatifs).

Alors qu'il existe des débats sur les plans méthodologique, technique et philosophique concernant la définition, elle reflète une vérité profonde : l'humanité tire une valeur essentielle de l'écosystème qui n'est ni souvent calculée, ni comprise du point de vue économique.

Comment pouvons-nous attribuer une valeur pécuniaire aux éléments essentiels à la vie? En un sens, elle est infinie car c'est notre vie même qui en dépend. Pourtant, il est très utile de tenter de calculer la valeur des changements de la combinaison ou de la qualité des biens et services écologiques. C'est-à-dire qu'un changement peu important de la qualité ou de la quantité du bien ou service a un coût ou un avantage qui peut, du moins en principe, être calculé. Ainsi, si l'air devient pollué, les gens auront des crises d'asthme. Il y a des coûts pour la personne, soit sa santé et son confort, mais également des coûts pour le système de soins de santé sous forme d'hospitalisation, de remèdes et autres. En plus des coûts pour la santé humaine, les récoltes ou les forêts peuvent subir des dommages environnementaux qui peuvent, eux aussi, avoir un coût élevé. En revanche, si la qualité de l'air est meilleure, cela se traduit par des avantages correspondants. Alors que nos estimations de la valeur des biens et services

écologiques sont toujours partielles, il est manifeste que le maintien de bassins hydrographiques vierges est plus sensé, du point de vue économique, que le fait de devoir s'en remettre à une infrastructure et à une technologie onéreuses pour se procurer de l'eau pure. Il est important d'apprécier la valeur des biens et produits écologiques car un grand nombre de décisions sont fondées, en grande partie, sur les facteurs économiques. Si l'on ne possède aucune donnée économique, concernant les questions environnementales, ces dernières ne sont alors pas prises en compte.

On a constaté un récent renforcement de la tendance à soutenir une évaluation des biens et produits écologiques. L'un des membres du Conseil d'administration de l'IIDD, Angela Cropper, a été co-présidente du panel de l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire qui a mené le débat. Il a examiné les services des écosystèmes et élaboré un cadre pour l'analyse à tous les niveaux. En clarifiant les liens entre l'écosystème et le bien-être humain, l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire a également clarifié les méthodes que l'on peut employer pour utiliser les chiffres de l'évaluation lors de la prise de décision.

Au Canada, une récente conférence sur les biens et produits écologiques dans le domaine de l'agriculture a axé ses efforts sur l'évaluation des services fournis par l'écosystème et sur la façon dont l'agriculture peut les affecter. Le Manitoba est le théâtre d'une étude pilote unique en son genre, le programme *Alternative Land Use Services*, aux termes duquel les agriculteurs sont récompensés pour la fourniture de services écosystémiques, pour l'habitat de la faune qu'ils entretiennent, pour les efforts qu'ils fournissent pour limiter l'érosion par l'eau, pour la beauté qu'ils apportent au paysage canadien. Le Canada pourrait utiliser comme modèles d'autres expériences avec des systèmes de paiement qui sont en cours en Australie.

L'IIDD est heureux de constater un renouveau de l'intérêt en matière de politique face à la vérité fondamentale selon laquelle le bien-être humain dépend du fonctionnement sans heurts des écosystèmes et selon laquelle la valeur financière des biens et produits écologiques doit avoir sa place dans notre

compréhension de l'économie et de la façon dont nous devons les gérer. L'IIDD élabore un vaste programme de recherche dans le domaine de l'évaluation des biens et produits écologiques et du concept de capital naturel en axant plus particulièrement ses efforts sur les ressources agricoles et hydrographiques des Prairies, la gestion des bassins hydrographiques et les coûts et avantages économiques du changement des pratiques agricoles.



LE PRIX DE LA NATURE

Des exemples de valeur

- Selon une étude réalisée par le membre associé de l'IIDD, Mark Anielski, la valeur annuelle hors marché des services écosystémiques produits par l'écosystème boréal canadien s'élève à environ 93 milliards de dollars canadiens (dollars de 2002), ce qui représentait environ huit pour cent du PNB du Canada en 2002. Cependant, le PNB du Canada n'inclut pas cette valeur. Les composantes les plus importantes de l'évaluation étaient le contrôle des inondations et la filtration de l'eau par les tourbières (77 milliards de dollars) et la lutte contre les ravageurs menée par les oiseaux (5,4 milliards de dollars).
- La professeure Nancy Olewiler de Simon Fraser University estime les valeurs des écosystèmes de spécimens de régions naturelles à 22 832 \$ pour un hectare d'estuaire, 8 498 \$ pour un hectare de lac ou de rivière, 2 007 \$ pour un hectare de forêt tempérée ou boréale et 232 \$ pour un hectare d'herbage ou de parcours.
- Dans un article de la revue *Nature* paru en 1997, Robert Costanza et les co-auteurs estimaient que la valeur combinée des services écosystémiques donnés est d'au moins 33 billions de dollars américains par an à l'échelle mondiale.

MESURER NOTRE PROPRE RENDEMENT

Par Marlene Roy, chef d'équipe, Évaluation et suivi du développement durable à l'intérieur de l'IIDD

Un institut pour le développement durable doit agir de façon durable

Il y a cinq ans, nous avons décidé de contrôler, d'évaluer notre développement durable opérationnel et d'en rendre compte. Sachant que nous avions beaucoup à apprendre, nous avons modestement choisi quatre indicateurs pour notre première année. Au fil des ans, nous en avons graduellement ajouté de plus en plus pour en arriver aujourd'hui à 10 dans les domaines économique, environnemental et social. Nous avons fixé 34 objectifs dans nos quatre premiers rapports : 16 pour les mesures environnementales, cinq pour les mesures économiques et 13 pour les mesures sociales. Un regard en arrière sur les cinq dernières années révèle que nous avons atteint presque la moitié de ces objectifs et que nous avons fait d'importants progrès dans 11 autres.

C'est dans le domaine environnemental que nous avons le mieux réussi en

raffinant encore nos efforts déjà fructueux au niveau de l'approvisionnement écologique et de la gestion des déchets. Nous avons établi un système de suivi des émissions de carbone et acheté des compensations de carbone. Plusieurs objectifs dans le domaine social ont également été atteints. Il s'agissait, notamment, de la mise en place et de la prestation de programmes de formation des employés ainsi que de l'ajustement des lignes directrices concernant le recrutement.

Certains objectifs demeurent difficiles à atteindre dont deux en particulier. Les premiers sont ceux connexes au suivi de l'innovation, un indicateur économique indirect. Les indicateurs que nous avons créés au départ ne nous apprenaient pas ce que nous avons besoin de savoir pour prendre

de meilleures décisions de gestion et ils sont en cours de restructuration.

Le second objectif est lié à l'égalité des sexes. Dans ce cas, ce ne sont pas les indicateurs qui posent problème, mais l'atteinte des objectifs représente un défi permanent étant donné que nous sommes une relativement petite organisation avec un roulement limité du personnel. Cependant, nous avons fait des progrès et nous avons refermé la brèche en ce qui concerne le personnel de Recherche et Services d'information et le Conseil d'administration.

De façon générale, nous avons fait des progrès au cours des cinq dernières années. Nos efforts de départ étaient axés sur des objectifs relativement faciles à déterminer et à atteindre. Depuis, nous avons abordé un terrain plus difficile et fixé des indicateurs moins tangibles tels que le degré d'innovation. Plus important, en contrôlant les progrès et en fixant des objectifs, nous avons été en mesure de fournir une orientation qui a touché les opérations de l'IIDD de façon positive.

Notre rapport complet sur la durabilité pour 2005-2006 est disponible à l'adresse suivante : <http://www.iisd.org/about/sdreporting/>

TABLEAU 1	Année de déclaration	Émissions totales de CO ₂ (tonnes métriques) :	Compensé?
	2002-2003	375	Oui
	2003-2004	980	Oui
	2004-2005	1105	En cours de finalisation
	2005-2006	1031	En cours de finalisation

TABLEAU 2 – ÉGALITÉ DES SEXES	2002-03		2003-04		2004-05		2005-06	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Globale	53 %	47 %	48 %	52 %	47 %	53 %	53 %	47 %
Services d'administration, de comptabilité et de soutien technique	78 %	22 %	78 %	22 %	77 %	23 %	78 %	22 %
Recherche et Services d'information	41 %	59 %	35 %	65 %	37 %	63 %	51 %	49 %
Haute direction et administrateurs	22 %	78 %	22 %	78 %	20 %	80 %	20 %	80 %
Conseil d'administration	s.o.	s.o.	38 %	62 %	35 %	65 %	42 %	58 %

Femmes Hommes

COMMERCE ET INVESTISSEMENT

Répondant à une inquiétude de longue date à propos des subventions gouvernementales qui sapent le développement durable, l'IIDD a inauguré l'Initiative mondiale sur les subventions (IMS) en 2005. **Se réunissant à Hong Kong en décembre dernier, le secrétariat de l'IMS et son Groupe consultatif de haut niveau ont approuvé un ambitieux programme de recherche, de communication et de vulgarisation politique.** L'IMS centre l'un de ses principaux efforts initiaux sur les subventions offertes pour la production nationale de biocarburants liquides. Faisant la promotion de ces carburants fondés sur la prémisses qu'ils constituent une alternative plus propre et plus sûre à l'utilisation de l'essence et du diesel dérivé du pétrole, certains pays industrialisés utilisent des subventions et des barrières à l'importation pour s'assurer que la plupart des biocarburants sont produits à partir de récoltes cultivées sur leur propre territoire. Par conséquent, les exportations de bio-éthanol et de bio-diésel en provenance de pays en développement ayant des coûts inférieurs ont presque été réduites à néant. Lire notre article de fond à la page 8 et consulter <http://www.iisd.org/subsidies/>

Lancée en 2002, l'Initiative sur les produits durables (IPD) est conçue pour **améliorer la durabilité sociale, environnementale et économique de la production et du commerce des produits en promouvant les stratégies mondiales secteur par secteur. Le travail a commencé dans le secteur du café avec la formation du Partenariat à intervenants multiples pour un développement durable dans le secteur du café.** En 2005, les activités de l'IPD ont inclus la recherche sur les coûts de la réalisation de la transition vers des pratiques durables dans des régions de culture choisies, l'aide à l'établissement de l'« Alliance de financement pour un commerce durable », une association de fournisseurs de services financiers engagés envers la production et le commerce durables et la facilitation du dialogue entre les intervenants à propos de l'intégration des objectifs de durabilité dans l'Accord international sur le café. Consulter : http://www.iisd.org/trade/commodities/sci_coffee_partnership.asp

L'un des principaux objectifs de la Convention sur la diversité biologique est de réglementer l'accès aux ressources génétiques et de veiller à ce que les avantages tirés de l'utilisation de ces ressources soient équitablement distribués. Cependant les détails quant à la façon d'atteindre ces objectifs, demeurent vagues et sont sujets à controverse. Le projet d'Outil de gestion de l'accès et du partage des avantages (APA) encourage l'utilisation de l'Outil par un vaste ensemble d'intervenants pour créer des débouchés et

Directeur, Mark Halle

PARTICIPATION

un modèle de partage des avantages entre les fournisseurs et les utilisateurs de la diversité biologique. **Notre objectif ultime est de garantir que l'utilisation commerciale des ressources génétiques et autres produits de la diversité biologique se solde par des avantages économiques pour les collectivités et régions naturelles d'origine de ces ressources.** L'Outil est disponible en espagnol, en français et en anglais. L'équipe de l'APA a collaboré avec l'industrie et les intervenants pour la réalisation des essais et le raffinement de l'Outil de gestion de l'APA. Les résultats de ces essais et révisions de l'outil seront présentés à l'automne 2006. Consulter <http://www.iisd.org/abs/>.

Depuis 2000, un projet conjoint entre l'IIDD et UICN, l'Union mondiale pour la nature, **est axé sur les façons dont le commerce dans le domaine des ressources naturelles peut contribuer à l'existence de conflits violents et sur le rôle de l'aide étrangère dans l'accélération ou la décélération de ce cercle vicieux.** Nos récentes recherches ont été concentrées sur les options à la disposition des décideurs nationaux et internationaux. Ce travail a été publié sous forme de six documents d'information dévoilés à Hong Kong lors de la réunion de décembre 2005 de l'OMC. Nous avons, depuis, présenté nos recommandations à des publics influents y compris le Parlement du R.-U. et le Parlement européen, le ministère des Affaires étrangères canadien et l'OCDE. À la fin 2006, nous prévoyons de regrouper les résultats de nos recherches dans un livre intitulé « *Aiding, trading or Abetting? The future of Trade, Aid and Security* » (Aider, commercer ou se faire complice? L'avenir du commerce, de l'aide et de la sécurité). Lire les résumés de politique sur http://www.iisd.org/security/tas/research_ko.asp

Un projet rendu possible par le fond d'innovation de l'IIDD a permis de se pencher sur les implications des défis environnementaux chinois dans le domaine de la sécurité. Un atelier destiné aux experts tenu à Winnipeg a examiné les dimensions du problème. Les discussions ont été approfondies dans un document de travail qui analyse les

incidences de la croissance de la Chine sur la stabilité locale, régionale et mondiale à l'égard de quatre ressources clés : l'énergie, l'eau, l'air et les forêts. Le document soulève des questions importantes telles que la suivante. **Comment la Chine obtiendra-t-elle les ressources dont elle a besoin si c'est en vue de répondre à son ambition de devenir la première puissance commerciale du monde? La coopération à propos des ressources partagées et des préoccupations environnementales pourrait-elle réduire les tensions entre la Chine et ses voisins?** Et que devrait faire la communauté internationale, si elle doit intervenir, pour promouvoir une meilleure gestion environnementale en Chine? Lisez le document à l'adresse suivante : http://www.iisd.org/pdf/2006/tas_growing_risk.pdf

L'IIDD est en train de renouveler un accord passé avec la Direction du développement et de la coopération



(DDC) suisse pour fournir des services de soutien en matière de commerce et d'investissement. Il s'agit du genre de contrat permanent qui couvre les coûts engagés par l'IIDD quand il fait périodiquement appel à la DDC à l'égard d'un certain nombre de questions commerciales, et depuis le dernier contrat, aussi à l'égard de questions d'investissement. Les services incluent la participation à des réunions internes (et même la participation aux côtés de la DDC et en tant que membre de leur équipe, à des réunions externes), des **cours de formation, des documents d'information, des analyses de**

politique, des commentaires sur des positions ou des ébauches de politique suisses ainsi que des communications et un dialogue réguliers. La relation nous a rapprochés de l'une de nos principales sources de financement et s'est également révélée utile pour aider la DDC à comprendre le pourquoi et le comment de nos priorités, la rendant plus disposée à les soutenir. Le nouvel accord biennal est le troisième du genre et pour un montant sans précédent. Nous pouvons, sans nous tromper, déclarer que nous sommes devenus un partenaire de choix de la DDC dans cet important domaine de politique.

En avril 2005, l'IIDD a lancé son Modèle d'accord international sur l'investissement pour le développement durable au Secrétariat du Commonwealth à Londres en Angleterre. Depuis, en juillet 2005 à Paris, le Modèle d'accord a conduit à une réunion conjointe du Commonwealth et de la Francophonie visant à examiner la pertinence du Modèle d'accord à l'égard des

(suite à la page 18)





COMMERCE ET INVESTISSEMENT

(SUITE)

négociations de la Communauté européenne avec les pays en développement du Commonwealth et de la Francophonie en vertu de l'Accord de Cotonou. Le Modèle a maintenant pris place au cœur d'au moins trois de ces négociations en ce qu'elles ont trait à l'investissement. Des réunions sont prévues avec d'autres groupes régionaux. **Les associés juridiques de l'IIDD sont maintenant devenus des conseillers directs des régions des pays en développement dans ce contexte.** En outre, le Modèle d'accord a eu des incidences importantes sur la communauté des ONG, particulièrement en Europe où il a été choisi par un certain nombre d'organisations pour exercer des pressions sur des gouvernements individuels (R.-U., Allemagne, Suisse et autres) ainsi que sur des organisations telles que l'OCDE en ce qu'elle traite du droit et des politiques en matière d'investissements. Il a été le sujet d'exposés effectués par le personnel et les associés de l'IIDD à Washington, Genève, Amsterdam, Mexico, Rio de Janeiro, Brisbane, en Jamaïque, à Londres et autres lieux. Il a même fait partie du discours lors deux réunions dans le cadre du 100^e anniversaire de la American Society of International Law en mars 2006. Le Modèle d'accord a, à maints égards, atteint son but : il a réorienté le débat, délaissant le point de vue réactif contre toutes les négociations sur l'investissement, vers le point de vue de l'IIDD selon lequel un ensemble équilibré d'obligations à la charge des investisseurs et des États font des investissements une contribution positive au développement durable dans les pays en développement.

Il y a cinq ans, l'IIDD a commencé à publier *Investment Treaty News* (l'ancien *INVEST-SD: the Investment Law and Policy News Bulletin*). Depuis, le bulletin s'est établi comme un

chroniqueur de choix des régimes juridiques en rapide évolution qui régissent les investissements directs étrangers. ITN est spécialisé dans le suivi des négociations de conventions internationales en matière d'investissement et des différends entre investisseurs et États. Des milliers de conventions de ce genre ont été négociées en l'absence presque totale de transparence malgré les considérables incidences qu'ils ont sur la politique publique. **Alors qu'un nombre limité de différends portant sur des conventions**

d'investissement font la une, la vaste majorité demeure dans l'ombre. ITN tente de les exposer au grand jour grâce à une presse d'investigation rigoureuse. Ses comptes rendus impartiaux et opportuns sont devenus une ressource indispensable pour un public divers et en croissance rapide constitué d'ONG, d'avocats et de responsables des politiques.

Consulter <http://www.iisd.org/investment/itn/>

L'IIDD TIENT À SOULIGNER LE SOUTIEN DONT A BÉNÉFICIÉ EN 2005-2006 SON TRAVAIL AU CHAPITRE DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT GRÂCE À LA GÉNÉROSITÉ DES DONATEURS SUIVANTS :

Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement > Secrétariat du Commonwealth > Ministère des Affaires étrangères et du commerce international > Eco-Accord > Friedrich Ebert Stiftung > Santé Canada > Industrie Canada > Centre de recherches pour le développement international > Mott Foundation > Pays-Bas : Ministère des Finances > Pays-Bas : Ministère du Logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement > Nouvelle-Zélande : Ministère des Affaires étrangères et du Commerce > Norvège : Ministère des Affaires étrangères > Norwegian Agency for Development Cooperation > Organisation de coopération et de développement économiques > Oxfam America Inc. > Rockefeller Foundation > Ministère royal des affaires étrangères du Danemark > Sustainable Development Policy Institute > Suède : Ministère de l'Environnement > Agence suédoise pour le développement international > Direction du développement et de la coopération (DDC) suisse > Suisse : Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage > Suisse : Secrétariat d'État à l'économie > Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement > Programme des Nations Unies pour le développement > Programme des Nations Unies pour l'environnement > Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets > Agence américaine pour le développement international > Worldwatch Institute

ENVIRONNEMENT



LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

Directeur, Anantha Kumar Duraiappah*

PARTICIPATION

Deux initiatives mondiales lancées en 2000 se sont chacune traduites par un rapport d'étape publié en 2005. L'une, l'Évaluation des Écosystèmes pour le Millénaire a conclu que 60 pour cent des services écosystémiques évalués étaient dégradés; l'autre, le rapport sur les Objectifs de développement du millénaire, a conclu que malgré la réalisation de progrès, plusieurs des pays les plus pauvres pourraient ne pas atteindre un grand nombre de leurs objectifs d'ici 2015. Malgré le fait que les deux rapports fournissent des renseignements importants pour guider la planification gouvernementale, ils ne sont pas suffisants. Par conséquent, l'IIDD a relevé deux défis, parmi un grand nombre, qui se présentent aux décideurs. **L'un était de lier les accords environnementaux multilatéraux aux efforts de développement; l'autre était de fournir une information plus désagrégée sur les services écosystémiques et le bien-être humain** qui puisse être utilisée par les décideurs pour concevoir de meilleures interventions.

- Une méthode pour mesurer le degré de cohérence des politiques entre les accords environnementaux multilatéraux (AEM) ainsi que la cohérence entre les AEM et les Objectifs de développement du millénaire a été élaborée. **On a d'abord mesuré la cohérence parmi cinq EAM, soit la Convention sur la diversité biologique, la Convention sur la lutte contre la désertification, la Convention sur les zones humides (Ramsar 1971), la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.** Une seconde analyse a suivi, mesurant la cohérence entre ces mêmes EAM et les Objectifs de développement du millénaire, plus précisément, évaluant la mesure dans laquelle chaque accord tient compte des autres. Les deux documents décrivant la méthode et l'analyse seront publiés en 2006.

- **Un prototype du rapport pauvreté-écosystèmes (RPE) a été conçu grâce à une subvention accordée par le Fonds d'innovation de l'IIDD.** Le rapport lie la pauvreté aux services écosystémiques à l'échelle nationale et évalue si les services humains et écosystémiques se sont améliorés, détériorés ou sont demeurés les mêmes depuis 10 ans. Une analyse de tendances similaire a été réalisée pour la biodiversité dans les régions écologiques du pays pour la même période. Le RPE va plus loin qu'un simple rapport d'étape. Il indique les niveaux par pays et les interactions clés entre les humains et les écosystèmes (facteurs) puis évalue les interventions en matière de politique énumérées dans le document sur la stratégie de réduction de la pauvreté pour le pays afin de déterminer si elles pourront être efficaces pour modifier les facteurs afin de réduire la pauvreté et d'améliorer les services écosystémiques. Le prototype de rapport pauvreté-écosystèmes sera publié en 2006.

Le Dr Anantha Duraiappah, ancien directeur du programme des Politiques économiques a rédigé une note conceptuelle pour l'atelier de remue-méninges de haut niveau intitulé « Creating Pro-Poor Markets for Ecosystem Services » (créer des marchés pour les services écosystémiques favorables aux pauvres) qui a eu lieu du 10 au 12 octobre 2005 et auquel il a également participé. **L'atelier permettait de se pencher sur les débouchés et possibles effets négatifs, particulièrement sous forme d'exclusion des pauvres, de la création de marchés pour les services écosystémiques.** Le document offre des renseignements généraux concernant le concept de marchés pour les services écosystémiques et le travail entrepris dans ce domaine à l'échelle internationale. Il soulève également des questions clés sur le caractère souhaitable et faisable de ces marchés.

**Anantha Duraiappah a quitté l'IIDD en janvier 2006. Aucun successeur n'a encore été nommé.*

L'IIDD TIENT À SOULIGNER LE SOUTIEN DONT A BÉNÉFICIÉ EN 2005-2006 SON TRAVAIL AU CHAPITRE DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES GRÂCE À LA GÉNÉROSITÉ DES DONATEURS SUIVANTS :

Sashtri Indo-Canadian Institute > Programme des Nations Unies pour l'environnement > Winslow Foundation



GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

Directeur, Henry David Venema

Le programme de GDRN de l'IIIDD vise à bâtir des systèmes socio-écologiques résilients dans un monde où les changements et l'incertitude sont omniprésents. Les incidences des changements climatiques et des prix records du pétrole sont des sources majeures d'incertitude qui toucheront tous les aspects de la gestion moderne des ressources naturelles. L'IIIDD pense que la gestion adaptative bâtit des écosystèmes résistants au choc et au stress. La gestion adaptative considère chaque mesure de gestion comme une possibilité d'en apprendre plus sur la façon de s'adapter à des circonstances changeantes, *l'apprentissage par les actes judicieux*. L'IIIDD est engagé envers la recherche, la divulgation et l'application des politiques, outils et techniques de gestion adaptative des écosystèmes qui créent une résilience à l'échelle de la collectivité. La perte des services d'écosystème en raison d'évaluations et d'incitations erronées, d'une mauvaise utilisation, de conflits ou de catastrophes constitue une source majeure d'insécurité humaine. La reconstruction postérieure à un conflit ou à une catastrophe offre une occasion cruciale d'établir des politiques de gestion des écosystèmes qui développent la résilience et améliorent la sécurité.

Les projets actuels du programme de GDRN sont axés sur les ressources en eau et l'agriculture dans l'Ouest Canadien. **Le Symposium sur les politiques en matière d'eau dans les Prairies qui a eu lieu en septembre 2005** à Winnipeg regroupait 100 experts dans le domaine de l'eau. Ils ont discuté des recherches de l'IIIDD sur les sources de stress cumulatives sur l'eau des Prairies et sur la capacité de gestion adaptative. Après le symposium, l'IIIDD a présenté à l'OCDE la synthèse qu'elle avait sollicitée à propos des politiques agricoles en matière d'eau dans les Prairies. Le Manitoba Department of Water Stewardship (ministère de la gestion de l'eau) a demandé à l'IIIDD de diriger une stratégie de gestion des ressources en eau à long terme fondée sur les deux piliers que constituent l'eau et l'énergie pour la province. Il a été demandé au directeur du GDRN, Hank

Venema, d'enseigner un cours sur la planification et la gestion des ressources en eau à l'université du Manitoba. L'IIIDD poursuit maintenant des recherches en matière de politique sur la conjonction du Paiement pour les biens et services écologiques et la gestion intégrée des ressources en eau dans le contexte des Prairies canadiennes. (Lire l'article de fond à la page 13.).

Adaptation as Resilience-building, une étude de la vulnérabilité et de l'adaptation aux changements climatiques dans les Prairies canadiennes, reflète la préoccupation de l'Institut quant à la résilience des systèmes agro-écologiques, à leur capacité d'adaptation différente, et, en l'occurrence, aux politiques sous-jacentes qui favorisent ou entravent la capacité d'adaptation aux variations historiques du climat. Les partenaires pour ce projet sont l'Institut des ressources naturelles à l'Université du Manitoba et l'Administration du rétablissement agricole des Prairies (ARAP). Consulter <http://www.iisd.org/climate/canada/prairies.asp>

L'IIIDD participe à des initiatives communautaires de gestion des ressources naturelles avec les Premières nations et les gouvernements du Manitoba et de l'Ontario. L'IIIDD aide à l'élaboration d'une proposition de reconnaissance comme **site du patrimoine mondial de l'UNESCO** d'un paysage culturel de 45 000 km² dans une partie vierge de la forêt boréale chevauchant la frontière entre le Manitoba et l'Ontario sur la rive Est du lac Winnipeg. La proposition est en cours d'élaboration par un partenariat très novateur entre cinq Premières nations et les provinces du Manitoba et d'Ontario. Il s'agit d'une occasion unique de combiner la gestion environnementale avec la gestion des ressources communautaires, créant ainsi des moyens d'existence durables dans les communautés autochtones et permettant la pérennité d'un paysage

culturel vierge depuis des milliers d'années. Les évaluations réalisées par Parcs Canada et l'UICN, Union mondiale pour la nature, ont révélé que le site comporte des caractéristiques culturelles et naturelles importantes. Parcs Canada a inclus le site proposé sur sa liste de lieux prévus en vue d'une nomination. L'IIIDD a joué le rôle de secrétariat de l'« Assemblée », organe de prise de décision qui regroupe des représentants de tous les partenaires.

Un des plus grands lacs d'eau douce au monde, le lac Winnipeg est de plus en plus stressé par les charges d'éléments nutritifs dans son énorme bassin de drainage. **Avec ses partenaires de recherche à l'Université du Manitoba et Ducks Unlimited, l'IIIDD a exploré l'idée de remettre en état le marais de Netley-Libau**, vaste complexe de terres humides d'une grande biodiversité mais menacé, situé à l'extrémité Sud du lac Winnipeg. Une approche écosystémique de la remise en état de ces terres humides pourrait améliorer la biodiversité, réduire les charges d'éléments nutritifs dans le lac Winnipeg et avoir des avantages économiques complémentaires grâce à la production de bioénergie. Dans son rapport intérimaire au gouvernement du Manitoba, le Lake Winnipeg Stewardship Board a retenu la recommandation de l'IIIDD d'examiner ce concept. Conformément à la mission de l'IIIDD de faire participer la prochaine génération de dirigeants en matière de développement durable, le programme GDRN, en partenariat avec le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) co-financera un étudiant en doctorat à l'Université du Manitoba au moyen d'une Bourse d'études supérieures à l'intention de l'industrie.

Les outils et les méthodes développés par le programme de GDRN ont des applications qui dépassent largement les Prairies canadiennes. Par exemple, les méthodes qui figurent dans « Adaptation as Resilience-building » sont également appliquées à un nouveau projet de quatre ans exécuté avec l'équipe des Changements climatiques et de l'énergie et financé par le Centre de

recherches pour le développement international (CRDI) du Canada. **Aux termes du projet « Élaboration de politiques adaptatives : les liens entre les changements climatiques, l'agriculture et les ressources en eau », nous réalisons des études de cas comparatives au Canada et en Inde** pour examiner les politiques qui favorisent ou entravent une gestion adaptative des ressources en eau et de l'agriculture dans des régions historiquement très exposées aux variations climatiques.

Notre action internationale s'attache aussi aux façons de développer dans les collectivités une capacité de résister aux sources de stress environnemental comme les changements climatiques et les dangers naturels. Le tsunami qui a ravagé l'Asie en 2004 a poussé les membres de l'équipe de la GDRN de l'IIID à lancer un **projet du Fonds d'innovation intitulé « Natural Disasters and Resource Rights: Building Resilience, Rebuilding Lives »**

(Catastrophes naturelles et droits relatifs aux ressources : bâtir la résilience, rebâtir la vie), qui a examiné le rôle des droits relatifs aux ressources naturelles (tels que la propriété des terres, l'accès à la mer et les produits forestiers) dans la résilience des collectivités face aux catastrophes naturelles, et l'efficacité de la reconstruction postérieure à une catastrophe. L'équipe a enquêté sur le rôle des droits relatifs aux ressources dans le cadre des catastrophes naturelles depuis 15 ans, y compris des catastrophes telles que celles causées par les ouragans Mitch, Jeanne et Katrina, les glissements de terrain en Haïti, les éruptions volcaniques aux Philippines, les tremblements de terre du Gujarat et de Bam et le tsunami en Asie, et constaté que lorsque les droits relatifs aux ressources sont clairement définis, équitables et vérifiables, les collectivités qui sont pauvres et marginalisées sont mieux équipées pour

ouvrir une porte à la coopération à propos d'intérêts communs, réduisant ainsi les tensions entre les parties au conflit. L'IIID s'intéresse à l'analyse de ces liens dans la région africaine de l'Albertine Rift; région qui recouvre l'Ouganda, le Rwanda, la république démocratique du Congo, le Burundi et la Tanzanie et caractérisée par une riche biodiversité mais affligée par les pires conflits violents de l'époque moderne. **En septembre 2005, l'IIID a reçu une subvention de la MacArthur Foundation visant à financer un examen systématique de la façon dont les activités de conservation contribuent à la paix et aux conflits dans l'Albertine Rift**, et à utiliser ces renseignements pour aider les acteurs de la conservation à intégrer la sensibilité aux conflits dans la planification et la mise en œuvre de leurs projets. Une excellente représentation de la communauté de conservation de l'Afrique orientale a participé à une réunion initiale à Nairobi en février 2006.

Le Soudan est un cas fascinant qui révèle les liens entre les sources de stress environnemental tels les changements climatiques, la concurrence des ressources et l'apparition de conflits, et le rôle de la gestion communautaire des ressources naturelles pour développer la résilience face au stress à venir. Depuis son indépendance en 1956, le Soudan vit un état de guerre civile presque ininterrompu. Alors que les conflits sont enracinés dans un éventail complexe de questions d'identité, les ressources naturelles ont également joué un rôle préminent dans le déclenchement et la prolongation de ces guerres civiles. Depuis la fin des années 1970, la concurrence locale pour les terres et les ressources hydrographiques, exacerbée par un changement climatique apparent (des sécheresses plus fréquentes) a fait perdre le conflit. **Soutenu par une subvention du Fonds d'innovation, l'IIID examine les liens entre l'environnement et la sécurité au Soudan** ainsi que les incidences du

changement climatique. Une réunion initiale a eu lieu au Caire en mars 2006 entre des représentants du Center for Unconventional Security Affairs de l'université de Californie, Irvine; l'institut de Stockholm pour l'environnement, Centre de Boston; le bureau régional d'Afrique du Nord et Moyen-Orient du CRDI et plusieurs chercheurs soudanais. L'IIID établit un programme de recherche qui produira des preuves empiriques liant le stress des ressources naturelles causé par le changement climatique au conflit, et tout un éventail d'implications de politique pour la gestion communautaire des ressources naturelles et la politique mondiale sur le changement environnemental.

L'IIID TIENT À SOULIGNER LE SOUTIEN DONT A BÉNÉFICIÉ EN 2005-2006 SON TRAVAIL AU CHAPITRE DE LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES GRÂCE À LA GÉNÉROSITÉ DES DONATEURS SUIVANTS :

Agriculture et Agroalimentaire Canada > Environnement Canada > Les Ami(e)s de la Terre, Canada > Centre de recherches pour le développement international > MacArthur Foundation > Manitoba Hydro > Organisation de coopération et de développement économiques > Parcs Canada > Province du Manitoba > Province d'Ontario > Shell Canada > Suncor Energy Inc. > Agence suédoise pour le développement international > Direction du développement et de la coopération de la Suisse > Université de Guelph > Université de Regina > Diversification de l'économie de l'Ouest > Winslow Foundation > Union mondiale pour la nature (IUCN) > Forum économique mondial > Fonds mondial pour la nature (Programme international de conservation des gorilles)

CONSERVATION

survivre aux catastrophes et s'en remettre. Notre travail subséquent s'est donc centré sur une enquête visant à déterminer la façon dont les organisations humanitaires abordent actuellement les questions des régimes fonciers et de l'utilisation des terres après une catastrophe.

Les régions du monde déchirées par des conflits présentent également des occasions uniques d'incorporer la résilience face au stress à venir. La recherche a également révélé que les questions environnementales



L'IIID PENSE QUE LA GESTION ADAPTATIVE BÂTIT DES ÉCOSYSTÈMES RÉSISTANTS AU CHOC ET AU STRESS.



Les participants au Forum international sur l'évaluation de la durabilité dans le domaine de l'agriculture (INFASA) se retrouvent à Berne pour discuter des indicateurs agricoles

MESURE ET ÉVALUATION

Directeur, László Pintér

L'IIDD collabore avec le ministère de l'Environnement de la Corée du Nord pour bâtir la capacité du pays à promouvoir le développement durable. En novembre 2005, l'IIDD a organisé un atelier de 10 jours et une visite d'étude à Beijing avec l'aide de la Chinese Society for Environmental Sciences et le financement du Centre de recherches pour le développement international. Il était centré sur les points suivants : surveiller les conditions environnementales et en rendre compte, établir des stratégies de développement durable et renforcer le transfert des connaissances entre le Canada, la Chine et la Corée du Nord. D'autres projets de développement de la capacité sont en cours pour aborder les changements climatiques, les instruments économiques pour la gestion environnementale, la mesure et l'évaluation, les énergies renouvelables et la coopération internationale.

Lorsque les agriculteurs changent leurs pratiques, il y a des effets environnementaux tels qu'une augmentation ou une diminution de l'érosion des sols, de l'émission de carbone dans l'atmosphère et de l'utilisation d'énergie. **Est-il possible de calculer le coût ou les avantages économiques liés à ces changements?** L'IIDD collabore avec *Agriculture et Agro-alimentaire Canada*, un ministère du gouvernement fédéral, pour répondre à ces questions. Nous utilisons les mêmes méthodes

générales que celles utilisées pour calculer les coûts économiques des dommages causés à la santé par la pollution de l'air mais les questions agricoles nécessitent de nouvelles approches. En 2005-2006 (année trois d'un projet quinquennal), nous avons élaboré un cadre pour l'évaluation par exploitation agricole ou par petit bassin hydrographique. Dans les années à venir, nous mettrons le cadre en œuvre et élaborerons des moyens de l'appliquer à des régions plus vastes.

Depuis le début des années 1990, la Commission du développement durable des Nations Unies a joué un rôle important pour tenter de coordonner l'élaboration des indicateurs et leur intégration dans les mécanismes de politiques. En vue du déroulement d'un atelier d'experts en novembre 2005, la Division du développement durable des Nations Unies a demandé à László Pintér, de l'IIDD, de préparer un examen des tendances des indicateurs du développement durable, une rétrospective sur le rôle du travail de la Commission du développement durable sur les indicateurs et la possibilité de l'apparition d'un cadre commun pour les indicateurs. Le rapport intitulé *Indicators for Sustainable Development: Proposals for the Way Forward* (Indicateurs pour le développement durable :

propositions pour les Prochaines étapes) souligne également cinq scénarios de rechange pour la façon dont le domaine des indicateurs et mesures du développement durable peuvent se développer à l'avenir. Lire http://www.iisd.org/measurement/principles/way_forward.asp

Une introduction plus stratégique des outils de mesure et d'évaluation dans la pratique agricole quotidienne recèle des possibilités importantes pour orienter le secteur de l'agriculture mondiale vers le développement durable. Cette hypothèse simple mais pourtant solide a servi de point de départ au premier symposium du Forum international sur l'évaluation de la durabilité dans le domaine de l'agriculture (INFASA). Organisé conjointement par l'IIDD et le Swiss Agriculture College à Berne en mars 2006, le symposium a rassemblé des chercheurs, des décideurs et des agriculteurs qui ont discuté de la conception, de l'utilisation et du potentiel des outils de mesure. **Le symposium a conduit à un vaste accord aux termes duquel le fait de relever les défis de durabilité dans le contexte de l'agriculture mondiale demandera une meilleure base d'information et de meilleurs outils de mesure.** Les participants ont également conclu que l'élaboration d'un processus mondial de critères et d'indices pour l'agriculture durable constitue un défi concret et valant la peine d'être relevé par l'INFASA à l'avenir. Voir <http://www.iisd.org/measurement/community/infasa/>

En mars 2005, le secrétariat du Réseau canadien d'indicateurs de la durabilité (RCID) a été établi à l'IIDD. Ce réseau a pour but de fournir aux praticiens dans le domaine des indicateurs de l'ensemble du Canada des ressources et outils pour la promotion de la pratique de l'utilisation d'indicateurs de durabilité au Canada. **Le RCID est mieux connu pour ses événements mensuels d'apprentissage regroupant entre 10 et 15 praticiens canadiens de renom qui discutent de sujets pertinents au domaine et partagent leurs connaissances.** En 2005-2006, le secrétariat du RCID a centré ses efforts sur quatre principaux domaines : le développement d'un comité consultatif actif du RCID, la

continuation des événements d'apprentissage du RCID, le développement de ressources pilotes supplémentaires et d'outils de communication ainsi que la coordination de diverses possibilités pour les membres du RCID de se rencontrer en personne (y compris quatre conférences au Canada). Le travail réalisé en 2005 a renforcé la fondation et le capital social du RCID, fournissant des éléments de la plateforme nécessaires pour continuer à fournir des ressources et des outils à jour et à avancer vers des projets en collaboration plus significatifs. Voir <http://www.csin-rcid.ca/>

Dans le cadre des apports de l'IIDD au projet d'indice de bien-être canadien, financé par la Atkinson Charitable Foundation, l'équipe de Mesure et d'évaluation, de concert avec le Global Footprint Network, a terminé un projet pilote, calculant pour la première fois d'une façon comparable et saine du point de vue de la méthode, la totalité des empreintes écologiques provinciales, territoriales et fédérales pour le Canada. Les calculs, fondés sur des matrices de consommation d'utilisation foncière, incluaient plusieurs innovations méthodologiques. Selon les dirigeants de l'équipe nationale d'indice de bien-être canadien, même si nous considérons les résultats comme préliminaires, l'importance, l'utilité et la pertinence en matière de politique du calcul de l'empreinte est essentielle et nous devons avancer aussi rapidement que possible pour finaliser et publier les résultats.

Pour répondre à la demande croissante de responsabilisation et de transparence publique, les ministères des Finances de plusieurs gouvernements provinciaux rédigent maintenant des rapports annuels destinés au public qui présentent un ensemble de mesures liées aux principales conditions de notre économie (p. ex., revenu du ménage) de notre société (p. ex., enfants entrant à l'école prêts à apprendre), et de notre environnement (p. ex., qualité de l'eau des rivières et des lacs). Cela constitue une évolution par rapport aux efforts de réalisation de rapports du gouvernement qui sont traditionnellement axés sur les progrès de programmes et projets majeurs. Ils examinent maintenant également la façon dont les conditions économiques, sociales et environnementales qui importent aux citoyens changent en raison de ces programmes et d'autres influences. **Au cours de 2005-2006, l'équipe de Mesure et d'évaluation a collaboré étroitement avec le Secrétariat du Conseil du Trésor du Manitoba pour créer un atelier de formation sur l'élaboration et l'utilisation de mesures fondées sur les résultats dans le cadre de la planification et des rapports du gouvernement.** Le glissement du Secrétariat vers une planification et une création de rapports fondés sur les résultats ainsi que le processus provincial de rapports sur la durabilité du Manitoba placent la province dans une position où elle pourra mieux naviguer les progrès vers un avenir durable. L'IIDD est fier de pouvoir aider.

Au cours de 2005-2006, l'IIDD a été engagé par les sections Green Policy et Integrated Environmental

Monitoring de Saskatchewan Environment pour réaliser une recherche pour soutenir la proposition de Planification de la gérance ministérielle pour le gouvernement de la Saskatchewan. Elle soutient l'objectif de la Saskatchewan de « Responsabilité, intégration et responsabilisation partagée » tel qu'il est énoncé dans la nouvelle « Stratégie verte » de la province. Pour ce faire, Saskatchewan Environment a créé un comité interministériel de planification qui développera un modèle de planification de la gérance et discutera de la façon dont la planification de la gérance pourrait être incorporée dans les processus ministériels existants de planification et de création de rapports. L'IIDD fournit des conseils d'expert.

La mesure de la dimension sociale de l'agriculture contemple la capacité de contribution à une agriculture durable future des producteurs et de leur famille. **Dans le contexte de la collaboration permanente avec Agriculture et Agro-alimentaire Canada, des progrès considérables ont été réalisés au niveau de la définition et de l'élaboration d'indicateurs sociaux pour le secteur agricole canadien.** Lors de deux réunions de consultation, les principaux intervenants et experts ont examiné des questions sociales prioritaires pour le secteur. Ce processus d'engagement s'est traduit par la reconnaissance d'un ensemble d'indicateurs sociaux préliminaires qui sera développé plus avant au cours de la prochaine étape du travail. Au départ, l'élaboration d'indicateurs sociaux sera axée sur les producteurs tant à petite échelle que de grande envergure. Nous avons l'intention d'utiliser ces indicateurs sociaux, en conjonction avec des indicateurs économiques et environnementaux déjà créés, dans le cadre de la rédaction du rapport ministériel d'Agriculture et Agro-alimentaire Canada sur le développement durable.

L'IIDD TIEN À SOULIGNER LE SOUTIEN DONT A BÉNÉFICIÉ EN 2005-2006 SON TRAVAIL AU CHAPITRE DE LA MESURE ET DE L'ÉVALUATION GRÂCE À LA GÉNÉROSITÉ DES DONATEURS SUIVANTS :

Agriculture et Agro-alimentaire Canada > Association des universités et collèges du Canada > The Atkinson Foundation > B.C. Hydro > Plan Blue – Centre d'activités régionales > Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement > Ministère des Affaires étrangères et du commerce international > Université ELTE, Bureau du doyen > Environnement Canada > Gouvernement de Sainte-Lucie > Centre de recherches pour le développement international > Lake Balaton Development Coordination Agency > Organisation de coopération et de développement économiques > Promei > Province de la Colombie-Britannique > Province du Manitoba > Province de l'Île-du-Prince-Édouard > Province de la Saskatchewan > REC Slovakia > Scott Wilson > Statistique Canada > Soutien de la Formulation et de la mise en œuvre d'Action 21 pour le Vietnam > Programme des Nations Unies pour l'environnement > Siège de l'Organisation des Nations Unies > Centraide Canada > Université de Manchester > Université de Vienne > The Winnipeg Foundation > La Banque mondiale

STRATÉGIE

UNE INTRODUCTION PLUS STRATÉGIQUE DES OUTILS DE MESURE ET D'ÉVALUATION DANS LA PRATIQUE AGRICOLE QUOTIDIENNE RECÈLE DES POSSIBILITÉS IMPORTANTES POUR ORIENTER LE SECTEUR DE L'AGRICULTURE MONDIALE VERS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

COMMUNICATION DES CONNAISSANCES

Directrice, Heather Creech

La portée et les incidences des travaux de l'IIDD dépendent des technologies qui nous permettent de collaborer avec nos partenaires et de communiquer nos connaissances. **Nous pensons que les TIC, technologies de l'information et des communications, sont devenues un outil essentiel pour atteindre le développement durable.** Nous avons un intérêt dans l'obtention de leur utilisation appropriée partout dans le monde.

Depuis près de 10 ans, nous participons aux efforts internationaux pour promouvoir les TIC en tant que technologies habilitantes pour le développement durable, depuis l'événement Le Savoir mondial 1997 parrainé par la Banque mondiale et l'Agence canadienne de développement international en passant par toutes les étapes du récent du Sommet mondial sur la société de l'information. Nous participons maintenant au débat sur l'intendance de l'Internet, reconnaissant que l'Internet est devenu l'élément clé du dialogue, de la recherche et de l'action sur le développement durable à l'échelle mondiale. **La communauté mondiale se doit donc de surveiller et de soutenir la sécurité et la stabilité de l'Internet.**

La deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information a pris fin en novembre 2005 avec la réunion, à Tunis, de 15 000 intervenants en matière de TIC. **À titre de contribution, l'IIDD a mis sur pied un réseau de jeunes chercheurs du Sud qui se sont penchés sur la question de savoir comment la politique sur la TIC pourrait soutenir le développement durable.** Leurs enquêtes incluaient un examen des questions liées au sexe dans le secteur de la TI au Costa Rica, une stratégie nationale sud-africaine visant à soutenir la communication du savoir local et la détermination d'incitations économiques pour le déploiement des TIC pour soutenir la gestion environnementale au Kenya. Avec notre soutien, ces chercheurs ont eu la possibilité unique de débattre de leurs conclusions avec des décideurs nationaux et des délégués lors des réunions préparatoires du Sommet mondial sur la société de l'information et à Tunis même. Nous avons publié leurs conclusions dans un livre intitulé *A Developing Connection*, (une connexion pour le développement) disponible à l'adresse suivante : [http:// www.iisd.org/networks/wsis.asp](http://www.iisd.org/networks/wsis.asp).

En plus de notre travail au niveau des politiques en matière de TIC, nous avons continué à aider d'autres organisations à utiliser plus efficacement les technologies en leur offrant des services d'établissement de stratégies, de formation et d'évaluation. **Cette année, nous avons collaboré avec l'UNESCO pour voir comment leurs centres multimédias communautaires en Afrique, en Asie et aux Caraïbes soutenaient le développement économique et social local au moyen d'une combinaison de diffusion radio, d'accès à l'Internet et de formation informatique à l'échelle communautaire.** Avec Netcorps Canada/International, nous avons examiné sept ans de programmation bénévole de TIC et l'évolution des besoins en matière de TIC dans les pays en développement. Nous avons été invités à partager nos conclusions sur les communications et les réseaux à l'échelle internationale (avec le mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification), à l'échelle nationale (avec la Fondation canadienne de la recherche sur les services de santé) et à l'échelle locale (avec la ville de Winnipeg où se trouve notre siège social). Nous avons offert une

NOUS PENSONS QUE LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS SONT DEVENUES UN OUTIL ESSENTIEL POUR ATTEINDRE LE DÉVELOPPEMENT DURABLE.



Depuis 1997, l'IIDD a placé plus de 300 stagiaires dans le monde

formation aux membres de la Central Party School de la Chine sur les modèles pour la collaboration et le réseautage. Nous avons terminé notre travail avec le Partenariat pour l'énergie du village planétaire sur les stratégies et les outils pour la gestion de son partenariat international des intervenants dans le domaine des services d'énergie. Nous avons lancé un nouveau programme de stage sur la gouvernance électronique, plaçant nos stagiaires dans des projets internationaux portant sur l'utilisation des TIC pour soutenir la participation du public à la prise de décisions, de la gestion des forêts au Kenya au renforcement de la société civile en Europe centrale en passant par l'exploration des voies de communications entre les jeunes dans la région arctique. Voir l'article de fond à la page 10 du présent rapport.

L'IIDD TIEN À SOULIGNER LE SOUTIEN DONT A BÉNÉFICIÉ EN 2005-2006 SON TRAVAIL AU CHAPITRE DE LA COMMUNICATION DES CONNAISSANCES GRÂCE À LA GÉNÉROSITÉ DES DONATEURS SUIVANTS :

Canada Life Securities > École de la fonction publique du Canada > Jeunesse Canada Monde > Agence canadienne de développement international > Ministères des Affaires étrangères et du Commerce international > The Global Action Network Net > Ressources humaines et Développement des compétences Canada > Affaires indiennes et du Nord Canadien > Institut pour l'étude de l'environnement > Intermediate Technology Development Group > Centre de recherches pour le développement international > Institut international pour l'environnement et le développement > IUCN–l'Union mondiale pour la nature > Lake Balaton Development Coordination Agency > Province du Manitoba > Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture > Walter and Duncan Gordon Foundation > The Winnipeg Foundation > La Banque mondiale > World Business Council for Sustainable Development



CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET ÉNERGIE

Directeur, John Drexhage

Dire qu'en ce qui concerne la question des changements climatiques, nous vivons une période très intéressante ne relèverait pas du cliché. En grande partie en raison de la décision du Canada d'organiser la Onzième Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur



les changements climatiques (CdP 11)(COP11) à Montréal en décembre 2005, **l'année qui vient de s'écouler a été extrêmement chargée et l'équipe de Changements climatiques et énergie de l'IIDD y a compté le plus grand nombre de succès et relevé le plus grand nombre de défis à ce jour.**

Quatre ans de rude labeur ont porté leurs fruits en 2005, culminant avec la publication de trois documents d'analyse : *Which Way Forward?* (Quelle Voie (à) suivre?)(voir http://www.iisd.org/climate/unfccc/cop_prep.asp); *Canada in a Post-2012 World* (Le Canada dans un monde de l'après-2012) (voir http://www.iisd.org/climate/canada/post_2012.asp) et *Realizing the Development Dividend* (Réaliser le dividende du développement) (voir http://www.iisd.org/pdf/2005/climate_realizing_dividend.pdf). Ces trois publications ont été bien reçues et ont démontré la capacité d'analyse et d'élaboration constructive d'options de l'équipe des Changements climatiques pour aller de l'avant quant aux questions complexes en matière de changements climatiques.

En outre, l'IIDD a joui d'un profil extrêmement solide lors de la Conférence de Montréal sur le climat, démontrant le vaste intérêt qu'il génère dans la collectivité, qu'elle soit nationale ou internationale. **Le personnel de l'IIDD a joué un rôle actif dans les nombreux événements connexes à la Conférence, organisant ou participant à au moins 15 séances de groupe** couvrant le Mécanisme de développement propre, les régimes de l'après-2012 et la mise en œuvre du Plan canadien (d'autrefois). Voir <http://www.iisd.org/climate/unfccc/cop.asp>

L'un des points saillants de COP-11 a été les « Journées du développement et de l'adaptation » co-parrainées par l'Institut international pour l'environnement et le développement. **L'événement de deux jours pendant la fin de semaine s'est déroulé à guichets fermés en permanence.** Les participants ont suivi des séances sur les liens entre les changements de climat et le développement, les implications des changements de climat pour la gestion de la santé et des catastrophes, la science de l'adaptation, l'adaptation communautaire et les programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation. Voir http://www.iisd.org/climate/unfccc/cop_dadays.asp

L'IIDD a également fait l'objet d'une attention considérable en raison de notre **projet de « Dividende du développement » qui aide les projets liés au Mécanisme de développement propre à trouver une place significative dans le marché international du carbone; projets qui créent des avantages importants au-delà des réductions des gaz à effet de serre.** Ils incluent des avantages sociaux tels qu'une meilleure qualité de vie grâce à l'alimentation en électricité, des avantages économiques qui peuvent accompagner une augmentation des investissements directs étrangers ainsi que des avantages environnementaux et pour la santé humaine tels qu'une meilleure qualité de l'air. Guidés par un Groupe de travail composé de 30 experts du monde entier, le projet prévoit la publication des résultats de sa deuxième étape en août 2006 et planifie une étape ultérieure. Voir <http://www.iisd.org/climate/global/dividend.asp>

POSSIBILITÉ

Alors que la deuxième moitié de 2005 a été dédiée au renforcement et à l'élargissement de l'intérêt que présente l'IIDD aux yeux des publics nationaux et internationaux, le début de 2006, avec un nouveau gouvernement canadien en place, a présenté à l'équipe des Changements de climat et énergie un nouvel ensemble de défis et de possibilités.

L'équipe s'est efforcée, particulièrement auprès des associations canadiennes du domaine de l'énergie, de partager des stratégies sur le meilleur moyen de soutenir de façon constructive les efforts du nouveau gouvernement tout en veillant à ce que les changements climatiques continuent à attirer l'attention dont ils ont besoin au Canada. En particulier, l'IIDD s'est fait le promoteur actif d'une approche plus intégrée des questions de réduction des effets des changements climatiques; approche encadrée, par exemple, par des discussions plus vastes au sujet de l'élaboration d'une stratégie nationale de l'énergie pour le Canada. Cette approche pourrait également avoir des avantages à l'échelle internationale; il sera probablement beaucoup plus facile de réunir des intervenants importants tels que les États-Unis, la Chine, l'Inde et la Russie pour concentrer les efforts sur l'énergie, élément crucial des changements climatiques, plutôt que le contraire.

L'équipe des Changements climatiques et de l'énergie continue à renforcer, en collaboration avec le programme de Gestion durable des ressources naturelles, le travail qu'elle réalise en matière de vulnérabilité et d'adaptation au niveau du programme et de la politique. **L'IIDD est actuellement engagé dans un projet de recherche sur quatre ans visant à étudier les caractéristiques des politiques d'adaptation**, ces politiques qui peuvent résister à un éventail de conditions prévues mais qui peuvent également être adaptées à des circonstances imprévues. La recherche est effectuée au Canada et en Inde en collaboration avec notre partenaire de projet, l'Energy and Resources Institute, et est axée sur l'agriculture et la gestion des ressources en eau. Voir http://www.iisd.org/climate/canada/adaptive_policy.asp

Le projet concernant les moyens de subsistance et les changements climatiques est centré sur le raffinement et les essais de l'outil de gestion de projet appelé CRISTAL (Community-based Risk Screening Tool – Adaptation and Livelihoods). **L'outil représente une tentative concrète d'intégration des changements climatiques dans les projets sur le terrain, offrant aux utilisateurs un cadre pour comprendre les liens entre le stress causé par le climat et les moyens de subsistance** et pour veiller à ce que les activités de projet renforcent la capacité locale de

faire face aux conditions. À ce jour, l'outil a été essayé au Mali, au Bangladesh et en Tanzanie. Voir <http://www.iisd.org/natres/security/ccvca.asp>

En partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le African Centre for Technology Studies, l'IIDD a commencé un projet de trois ans et demi qui **vise à réduire la vulnérabilité des collectivités du Kenya, du Mozambique et du Rwanda face aux sécheresses causées par les changements climatiques dans les secteurs clé de l'agriculture, de la foresterie et de la production d'énergie**. Le projet fournira un soutien aux mesures à l'échelle communautaire qui accroissent la résilience face aux changements climatiques à court et à long terme. Il offrira également un soutien à l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les politiques et la prise de décisions.

Au Canada, l'IIDD renforce et étend lentement sa base de clients pour couvrir les gouvernements de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, du Manitoba et d'Ontario. **Nous examinons des options en vue d'une expansion au Québec** et nous déterminons les possibilités de pénétrer dans de nouveaux domaines d'activité tels que les changements climatiques en milieu urbain et l'adaptation.

L'IIDD TIENT À SOULIGNER LE SOUTIEN DONT A BÉNÉFICIÉ EN 2005-2006 SON TRAVAIL AU CHAPITRE DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DE L'ÉNERGIE GRÂCE À LA GÉNÉROSITÉ DES DONATEURS SUIVANTS :

Alcan Inc. > Vérificateur général du Canada > Agence canadienne de développement international > Chatham House > Climate Change Central > The Climate Group > Le groupe Delphi > Danemark : Ministère royal des Affaires étrangères > Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international > Environnement Canada > Global Change Strategies International Company > Centre de recherches pour le développement international > Manitoba Hydro (B.T.) > Margaree Consultants Inc. > Mistra Foundation for Strategic Environmental Research > Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie > Ressources naturelles Canada > Norvège : Ministère de l'Environnement > Norvège : Ministère des Affaires étrangères > Centre Pew sur les changements climatiques globaux > Province de l'Alberta > Province de la Colombie-Britannique > Province du Manitoba > Province d'Ontario > Suncor Energy Inc. > Direction du développement et de la coopération de la Suisse > TransCanada PipeLines Limited > Programme des Nations Unies pour l'environnement > Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets > Vancity Credit Union > Union mondiale pour la nature > Fonds mondial pour la nature

TRANSPARENCE

AVANCEMENT



photo gracieusement offerte par l'IIDD et Bulletin des Négociations de la Terre

SERVICES D'INFORMATION

Directeur, Langston James "Kimo" Goree VI

En 2005, les Services d'information de l'IIDD ont continué à publier des informations et des analyses d'experts objectives à propos de négociations en matière d'environnement et de développement durable à leur lectorat composé de 45 000 experts et décideurs. Pendant cette période, les Services d'information (SI) de l'IIDD ont publié :

- 240 numéros de *Bulletin des Négociations de la Terre (BNT)*, sa principale publication;
- 20 numéros de *ENB on the Side*, la publication sœur de *BNT* pour les événements connexes;
- 43 numéros de *Your Meeting Bulletin*, sa publication sur mesure disponible lors de réunions particulières;
- 17 numéros de *Linkages Update*, son communiqué semi-mensuel comportant des nouvelles et des mises à jour sur des questions en matière d'environnement et de développement durable.

Hormis les rapports de réunions, les SI de l'IIDD se sont également axés sur la découverte de nouveaux défis et la détermination des besoins des lecteurs pour créer de nouvelles ressources d'information. À la fin de 2005, les SI de l'IIDD ont commencé un projet de lancement d'une nouvelle publication au début de 2006 intitulée *MEA Bulletin*, une publication qui fournit aux lecteurs des mises à jour et des informations centrées spécifiquement sur les activités d'accords environnementaux multilatéraux (AEM) et leur secrétariat. *MEA Bulletin* fournit également les détails concernant de nouveaux rapports, des annonces, des réunions, des activités de mise en œuvre et autres nouvelles. Ce projet a été rendu possible par le financement de la Division des conventions sur l'environnement du PNUE. Le lancement de *MEA Bulletin* a également créé une plateforme pour recueillir en permanence des renseignements sur les AEM. Il s'agit de faciliter les efforts pour suivre les activités de chaque AEM ainsi que de déterminer et de mieux comprendre les questions transsectorielles qui pourraient avoir des incidences sur un vaste éventail d'accords et de négociations connexes. Le *MEA Bulletin* a été créé de concert avec *MEA-L*, une liste de diffusion pair à pair pour l'échange de renseignements sur les AEM.

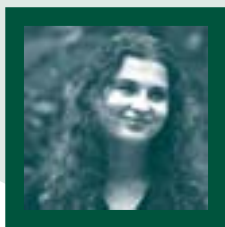


En plus de *MEA-L*, les SI de l'IIDD ont lancé *Oceans-L*, une liste de diffusion couvrant les questions liées aux océans. La liste d'envoi des SI de l'IIDD inclut des affichages sur les nouvelles en matière de politique, des annonces d'ateliers et de conférences, des listes d'emplois et des renseignements sur les nouvelles publications et ressources en direct. Tout comme pour les autres listes d'annonces pair à pair de l'IIDD, tout abonné peut afficher sa liste. Les listes sont toutes surveillées et seules les annonces conformes aux lignes directrices sont distribuées aux abonnés.

Au cours de l'année 2005, les SI de l'IIDD ont travaillé à l'uniformisation de leur identité visuelle en créant des bannières et des logos façonnés à l'image de ceux de l'Institut pour faciliter la reconnaissance par les utilisateurs et les abonnés. Visiter <http://www.iisd.ca/email/subscribe.htm> pour s'abonner aux listes des SI de l'IIDD.

Les SI de l'IIDD et le ministère des Affaires environnementales et du Tourisme de l'Afrique du Sud ont inauguré un nouveau projet triennal pour commencer à couvrir les réunions de politiques régionales en Afrique.





Ce projet constitue le début de l'expansion du *Bulletin des Négociations de la Terre* (BNT) de l'échelle internationale à l'échelle régionale. Ce premier « module » couvrira les réunions de ministres de l'Afrique portant sur le développement durable,

l'environnement, l'eau, l'énergie et les transports. Les SI de l'IIDD développeront un réseau d'experts dans les domaines des politiques en matière d'environnement et de développement durable qui travailleront dans les capitales africaines, et engageront des collaborateurs du BNT dans la région. Le succès de ce projet servira pour recréer cette expérience de couverture de réunions régionales en Amérique latine et en Asie.

En décembre 2005, les SI de l'IIDD étaient à Montréal, au Canada, lors de la 11^e réunion de la Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et à la 11^e réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques de la Convention sur la diversité biologique. Quarante-trois membres du BNT sont venus assister à diverses réunions, y compris l'événement le plus important couvert par le BNT depuis le Sommet mondial sur le développement durable en 2002 et la réunion la plus importante en matière de climat depuis celle de Kyoto. Les SI de l'IIDD ont produit le BNT en anglais, français, espagnol et japonais, la couverture, par *ENB on the Side* (ENBOTS) des événements connexes sur les changements climatiques, une publication spéciale sur les Journées du

développement et de l'adaptation et une présentation à l'exposition de la réunion sur les changements climatiques.

Dans le cadre de l'expansion des SI de l'IIDD au cours des dernières années, une nouvelle structure pour le « Groupe d'experts thématique » pour *Linkages Update* et *MEA Bulletin* a été développée. Le « Groupe d'experts thématique » est constitué par les rédacteurs des SI de l'IIDD qui contribuent à *Linkages Update* et *MEA Bulletin*. La nouvelle publication et la restructuration de *Linkages Updates* ont poussé les SI de l'IIDD à engager un plus grand nombre de membres qui participent à la structure de Groupe d'experts thématique. Ils ont redistribué les responsabilités incombant à chaque groupe.

L'IIDD TIENT À SOULIGNER LE SOUTIEN DONT A BÉNÉFICIÉ EN 2005-2006 SON TRAVAIL AU CHAPITRE DES SERVICE D'INFORMATION GRÂCE À LA GÉNÉROSITÉ DES DONATEURS SUIVANTS :

Autriche : Ministère fédéral de l'Environnement > Ministère des Affaires étrangères autrichien > Australian Greenhouse Office > Burson-Marsteller Mexico > Centre for Environmental Research, Training and Education > Commission européenne > Finlande : Ministère de l'Environnement > Finlande : Ministère des Affaires étrangères > Ministère des Affaires étrangères de la France > Allemagne : Capacity Building International > Allemagne : Ministère de la coopération économique et du développement > Allemagne : Ministère de l'Environnement > Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie > Organisation internationale des bois tropicaux > Italie : Ministero dell'Ambiente e della Tutela del Territorio > Italie : Ministère de l'Environnement > Japon : Global Industrial and Social Progress Research Institute > Japon : Institute for Global Environmental Strategies > Japon : Centre international pour le transfert des techniques écologiques > Frank Liu > Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas > Nouvelle-Zélande : Ministère des Affaires étrangères et du Commerce > Ministère de l'Environnement de la Norvège > République de Corée : Ministère de l'Environnement > Ministère royal des Affaires étrangères du Danemark > Afrique du Sud : Ministère des Affaires environnementales et du Tourisme > Ministère de l'Environnement espagnol > Suède : Ministère des Affaires étrangères > Suède : Ministère du Développement durable > Office fédéral de l'Environnement, des Forêts et du Paysage de la Suisse > Taiwan > R.-U. : Department for International Development > R.-U. : Foreign & Commonwealth Office > Programme des Nations Unies pour le Développement > Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture > Programme des Nations Unies pour l'environnement > Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture > Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques > Organisation des Nations Unies pour le développement industriel > Bureau des Nations Unies à Nairobi > Université du Delaware > World Agricultural Forum > La Banque mondiale > Union mondiale pour la nature (UICN)

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres de l'Institut international du développement durable

Nous avons vérifié le bilan consolidé de l'Institut international du développement durable au 31 mars 2006 et les états consolidés des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

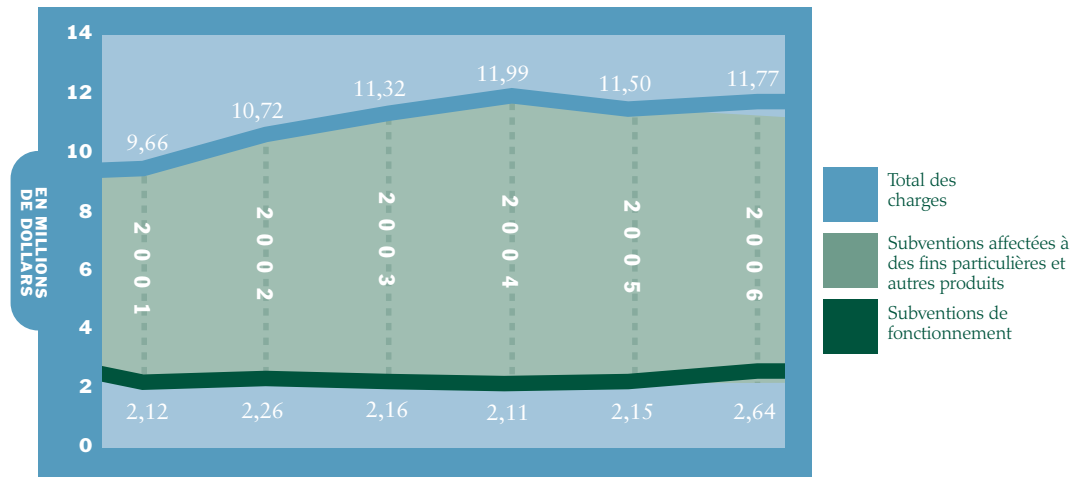
Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Deloitte + Touche s.r.l.

Comptables agréés
Winnipeg (Manitoba)
Le 19 mai 2006

2001 - 2006 ÉVOLUTION DU FINANCEMENT DE L'IIDD



Exercices terminés les 31 mars

BILAN CONSOLIDÉ

Au 31 mars 2006

	2006	2005
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	1 347 469 \$	1 126 258 \$
Titres négociables	6 782 977	5 426 563
Débiteurs	7 988 400	5 909 963
Frais payés d'avance et dépôts	122 662	74 123
	16 241 508	12 536 907
IMMOBILISATIONS	354 857	308 751
	16 596 365 \$	12 845 658 \$
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	1 363 668 \$	1 088 067 \$
Produits reportés	8 286 655	5 071 130
	9 650 323	6 159 197
ENGAGEMENTS		
ACTIFS NETS		
Actifs nets investis en immobilisations	354 857	308 751
Réserve pour création de programmes	3 471 906	3 565 301
Réserve pour développement à long terme	1 318 802	1 456 997
Fonds d'innovation	221 937	317 400
Actifs de fonctionnement nets non affectés	1 578 540	1 038 012
	6 946 042	6 686 461
	16 596 365 \$	12 845 658 \$

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

De l'exercice terminé le 31 mars 2006

	2006	2005
PRODUITS		
Subventions affectées à des fins particulières	9 024 212 \$	8 764 270 \$
Subventions de fonctionnement	2 642 130	2 153 696
Fonds d'innovation	79 123	2 079
Intérêts	229 015	246 930
Autres produits	153 473	20 111
TOTAL DES PRODUITS	12 127 953	11 187 086
CHARGES		
Projets		
Commerce et investissement	2 993 409	3 747 824
Services de production de rapports	2 938 892	2 569 681
Changements climatiques et énergie	1 664 175	1 340 347
Communication des connaissances	984 379	1 092 505
Gestion durable des ressources naturelles	788 472	494 268
Mesures et indicateurs	681 225	612 023
Politique économique	256 620	383 407
Création de nouveaux projets	93 402	165 729
Fonds d'innovation	79 479	2 079
	10 480 053	10 407 863
Administration	771 462	684 695
Financement et sensibilisation	395 909	269 603
Conseil d'administration	125 485	136 396
TOTAL DES CHARGES	11 772 909	11 498 557
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (DES CHARGES SUR LES PRODUITS)	355 044	(311 471)
MONTANT AFFECTÉ DES (AUX) ACTIFS NETS		
Actifs nets investis en immobilisations	(46 106)	(77 529)
Réserve pour création de programmes	93 395	164 979
Réserve pour développement à long terme	138 195	22 375
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ACTIFS		
DE FONCTIONNEMENT NETS	540 528	(201 646)
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS AU DÉBUT	1 038 012	1 239 658
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS À LA FIN	1 578 540 \$	1 038 012 \$

ACCORDS DE FINANCEMENT

Subventions affectées à des fins particulières L'IIDD reçoit des fonds de divers organismes publics et privés dans le but de financer des projets précis visant la poursuite de ses objectifs stratégiques. Ces projets peuvent s'échelonner sur une période supérieure à un an. Les subventions accordées connexes sont comptabilisées lorsque les accords de financement sont conclus, et elles sont constatées dans les produits à mesure que les projets sont réalisés. Le tableau comparatif suivant résume les engagements relatifs aux subventions affectées à des fins particulières au cours de l'exercice :

	Subventions selon les accords	
	2006	2005
(en milliers de dollars)		
Gouvernements et organismes		
canadiens	2 287 \$	2 474 \$
internationaux	7 400	4 460
	9 687	6 934
Organismes des Nations Unies	876	650
Organismes internationaux	370	437
Fondations philanthropiques	694	222
Secteur privé et autres	287	305
	11 914 \$	8 548 \$

Les subventions affectées à des fins particulières et les autres produits, qui englobent les ventes de publications, le recouvrement des coûts et, en ce qui a trait au poste Administration, financement et sensibilisation, la perte de change non réalisée au 31 mars d'un montant de 96 000 \$ (84 000 \$ en 2005), sont ventilés par secteurs d'activité comme suit :

Secteurs d'activité	Autres produits	Fonds d'innovation	Subventions affectées à des fins particulières	Total
			(en milliers de dollars)	
Commerce et investissement	3 \$	– \$	2 735 \$	2 738 \$
Services de production de rapports	–	–	2 592	2 592
Changements climatiques et énergie	112	–	1 376	1 488
Communication des connaissances	12	–	871	883
Gestion durable des ressources naturelles	14	–	719	733
Mesures et indicateurs	35	–	608	643
Politique économique	23	–	113	136
Administration, financement et sensibilisation	(45)	–	10	(35)
	154	–	9 024	9 178
Fonds d'innovation	–	79	–	79
	154 \$	79 \$	9 024 \$	9 257 \$

Subventions de fonctionnement L'IIDD a renouvelé des accords de financement avec le gouvernement du Canada (Environnement Canada et l'Agence canadienne de développement international [l'« ACDI »]) pour une période de trois ans comprise entre le 1er avril 2005 et le 31 mars 2008. L'accord conclu avec l'ACDI procure à l'IIDD des subventions de fonctionnement, et l'accord conclu avec Environnement Canada procure à l'IIDD un mélange de subventions de fonctionnement et d'apports à la recherche, ce qui correspond aux intérêts et aux priorités du Canada.

Le financement lié aux subventions de fonctionnement se résume comme suit :

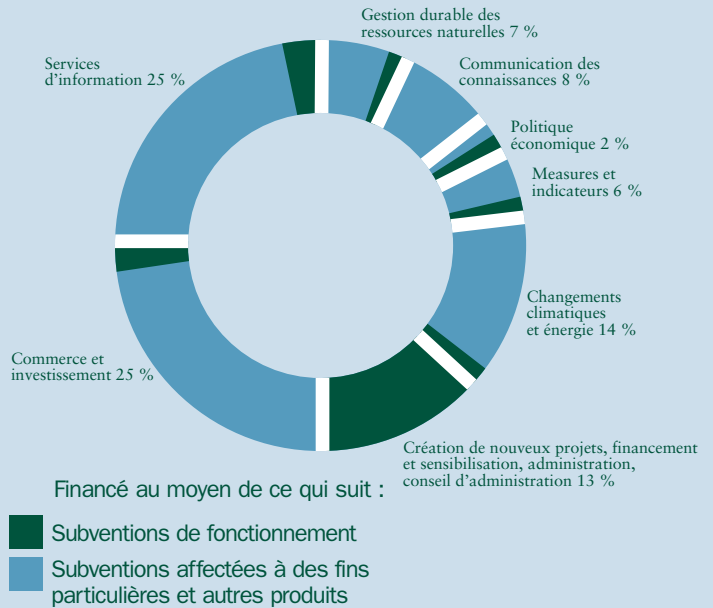
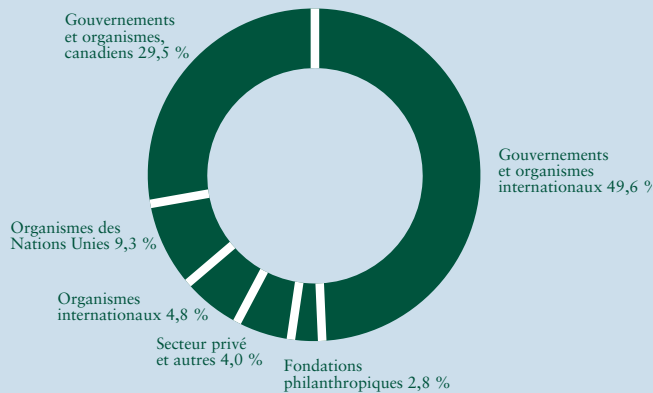
	Subventions selon les accords	Subventions comptabilisées		Engagement de subventions résiduel
		2006 (en milliers de dollars)	Exercices antérieurs	
Gouvernement du Canada				
Environnement Canada	1 500 \$	500 \$	– \$	1 000 \$
Agence canadienne de développement international	4 280	1 240	–	3 040
Gouvernement du Manitoba	4 584	802	3 782	–
Centre de recherches pour le développement international	200	100	100	–
Produits tirés des subventions de fonctionnement	10 564 \$	2 642 \$	3 882 \$	4 040 \$

PRODUITS ET CHARGES PAR CATÉGORIE DE PROJETS EN 2005 - 2006

Total des charges \$11,772,909

2005 - 2006 SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES, PAR DONATEUR

Total des subventions affectées à des fins particulières \$9,024,212



ANNEXE DU FONCTIONNEMENT PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ (EN MILLIERS DE DOLLARS)

De l'exercice terminé le 31 mars 2006

Le tableau ci-dessous présente un résumé des charges constatées pour chacun des secteurs d'activité de l'IIDD :

	Commerce et investissement	Services de production de rapports	Changements climatiques et énergie	Communication des connaissances	Gestion durable des ressources naturelles	Mesures et indicateurs	Politique économique	Création de nouveaux projets	Fonds d'innovation	Administration	Financement et sensibilisation	Conseil d'administration	2006 Total	2005 Total
Produits	2 738 \$	2 592 \$	1 488 \$	883 \$	733 \$	643 \$	136 \$	– \$	79 \$	(64) \$	29 \$	– \$	9 257 \$	8 786 \$
Personnel	1 494	823	914	346	369	397	123	51	47	626	209	–	5 399	4 813
Collaborateurs	676	791	206	422	247	67	41	7	18	4	53	–	2 532	3 021
Déplacements	458	980	325	91	83	132	53	20	13	46	13	–	2 214	1 915
Loyer	82	98	48	19	19	25	6	–	–	28	11	–	336	375
Fournitures et autre matériel	100	66	50	18	22	20	9	14	–	39	37	–	375	306
Publications	55	40	24	12	2	1	14	–	–	–	51	–	199	142
Amortissement des immobilisations	38	58	19	14	11	10	4	–	–	11	7	–	172	151
Réunions	42	–	39	45	23	8	–	1	–	–	4	–	162	368
Télécommunications	35	77	30	14	9	17	4	–	1	12	10	–	209	222
Conseil d'administration	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	125	125	136
Documents de recherche	14	7	9	3	4	4	2	–	–	5	2	–	50	49
Total des charges	2 994	2 940	1 664	984	789	681	256	93	79	771	397	125	11 773	11 498
Excédent (des charges sur les subventions affectées à des fins particulières et autres produits) des subventions affectées à des fins particulières et autres produits sur les charges	(256) \$	(348) \$	(176) \$	(101) \$	(56) \$	(38) \$	(120) \$	(93) \$	– \$	(835) \$	(368) \$	(125) \$	(2 516) \$	(2 712) \$
Excédent des charges sur les subventions affectées à des fins particulières financées au moyen des éléments suivants :														
Subventions de fonctionnement													2 642	2 154
Intérêts													229	247
Excédent des produits sur les charges (des charges sur les produits)													355 \$	(311) \$

SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES (EN MILLIERS DE DOLLARS)

De l'exercice terminé le 31 mars 2006

Gouvernement du Canada (et organismes s'y rattachant)

Environnement Canada	517	\$
Agence canadienne de développement international (ACDI)	420	
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international	331	
Agriculture et Agroalimentaire Canada	204	
Jeunesse Canada Monde	110	
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	106	
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	68	
École de la fonction publique du Canada	24	
Parcs Canada	20	
Diversification de l'économie de l'Ouest	10	
Affaires indiennes et du Nord	9	
Autres	(2)	
	1,817	

Gouvernements provinciaux

Manitoba	369	
Ontario	34	
Saskatchewan	31	
Alberta	29	
Colombie-Britannique	7	
	470	

Gouvernements étrangers

Suède		
Agence suédoise de développement international	1 327	
Ministère des Affaires étrangères	185	
Ministère de l'Environnement	39	
Ministère du Développement durable	8	1 559
Pays-Bas		
Ministère du Logement		1 365
Suisse		
Secrétariat d'État à l'économie (SECO)	1 219	
Direction du développement et de la coopération (DDC)	97	
Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP)	4	1 320
Danemark		
Ministère des Affaires étrangères du Royaume du Danemark		872
Norvège		
NORAD	307	
Ministère des Affaires étrangères	68	
Ministère de l'Environnement	8	383
États-Unis		
Agence américaine pour le développement international	348	
Australie	257	
Nouvelle-Zélande	176	
Italie	171	
Afrique du Sud	222	
France		
Ministère des Affaires étrangères	102	
Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie	64	166

Commission européenne		139
Espagne		107
Allemagne		
Ministère de l'Environnement	91	
InWent	15	
Ministère de la coopération et du développement économiques (BMZ)	(3)	103
Japon		95
Autriche		44
Taiwan		42
Autres		31
		7 400

Organismes des Nations Unies

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)		603
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)		91
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)		82
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)		40
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)		21
Autres		39
		876

Organismes internationaux

Union mondiale pour la nature (UICN)		75
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)		61
Secrétariat du Commonwealth		46
Organisation internationale des bois tropicaux		42
Institut de la politique sur le développement durable		35
Friedrich Ebert Stiftung – FES		32
Banque mondiale		25
Centre for Environment Research Training and Education (CERTI)		12
The Climate Group		12
Autres		30
		370

Fondations philanthropiques

The John D. and Catherine T. MacArthur Foundation	382
Rockefeller Brothers Fund	234
The Winslow Foundation	39
Charles Stewart Mott Foundation	30
The Atkinson Foundation	3
Autres	6
	694

Secteur privé et autres

Autres (somme des montants inférieurs à 25 000 \$)	133
Burson-Marsteller Mexico	79
Université de Regina	50
Shell Canada	25
	287
	11 914 \$



PHILANTHROPIE POUR LA PENSÉE NOVATRICE

Par Sue Barkman (associée de l'IIDD) et Nancy Folliott (coordinatrice du financement)

Nous remercions ceux qui nous financent de partager notre vision

Nous remercions nos donateurs, qu'ils soient des sociétés, des gouvernements, des fondations ou des personnes, de leur soutien et du partage de notre vision d'« un mieux-vivre durable pour tous ».

L'innovation est la clé pour atteindre cette vision. L'innovation est l'essence même de l'IIDD. Elle préside à tout ce que nous faisons. C'est le fondement sur lequel reposent nos idées novatrices, nos recherches, nos communications avec nos partenaires, nos discussions avec les décideurs et nos ouvertures à ceux qui nous financent. Notre recherche d'approches novatrices pour relever les défis en permanente évolution de la réalisation du développement durable motive et sous-tend tous les efforts que nous déployons pour obtenir des fonds.

En soutenant l'IIDD, ceux qui nous financent expriment leur aspiration à une recherche novatrice et à des mesures créatives. Leur soutien affirme que pour atteindre le développement durable, nous devons continuer à avancer au-delà de la recherche

conventionnelle et que nous devons chercher de nouveaux horizons, des idées exceptionnelles et un changement fondamental. Leur soutien reconnaît que le développement durable est en même temps une cible mouvante et un objectif urgent.

Nous sommes reconnaissants à ceux qui nous financent de s'intéresser si profondément à la réalisation de l'égalité sociale, de la santé environnementale et du bien-être économique. Nous sommes heureux qu'ils aient confiance en notre capacité à trouver les idées qui feront avancer l'ordre du jour de la durabilité.

Ce sont cette confiance et notre conscience collective qui nous motivent. Nous continuons avec zèle nos efforts mondiaux pour informer et conseiller les décideurs et les dirigeants mondiaux qui ont promis dignité, paix et sécurité, santé environnementale, capacité d'adaptation et de façon générale, bien-être, aux générations actuelles et à venir.

Nous invitons les donateurs en puissance à prendre le temps d'en apprendre plus au sujet du développement durable et de l'Institut international pour le développement durable. L'IIDD est un organisme de bienfaisance agréé au Canada qui possède le statut de l'alinéa 501(c)(3) aux États-Unis. Veuillez communiquer avec notre Bureau du financement au numéro suivant : +1 204 958 7742.